

TORNATA DELLA SERA DEL 27 MARZO 1849

PRESIDENZA DELL'AVV. BUNICO VICE-PRESIDENTE.

SOMMARIO. *Verificazione di poteri — Giuramento dei deputati Bronzini-Zapelloni, Sola, Bertolini, Bayno, Menabrea e Fer — Lettera del generale Ramorino — Comunicazione del ministro dell'interno dei patti dell'armistizio — Parole in proposito dei deputati Lanza, Iosti, Ferracciu e Mellana, ed osservazioni del Ministero — Dei mezzi per ripigliare le ostilità — Parole dei deputati Bargnani, Sineo, Iosti e Pareto — Proposte dei deputati Lanza, Ravina e Iosti — Discussione sulla legalità dell'atto d'abdicazione del Re Carlo Alberto — Ordine del giorno del deputato Ceppi — Proposta del medesimo — Interpellanza del deputato Tecchio sull'osservanza delle leggi d'unione, e risposta del presidente del Consiglio — Formazione della deputazione incaricata di esprimere al Re il pensiero della Camera.*

La seduta è aperta alle ore 8 e 3/4.

IL PRESIDENTE. L'ordine del giorno porta in primo la continuazione della relazione delle elezioni. Invito pertanto i relatori a recarsi alla tribuna.

VERIFICAZIONE DI POTERI.

BERRUTI, relatore. Propongo all'approvazione della Camera le elezioni:

Dell'avvocato Bronzini-Zapelloni a deputato del collegio di Pontestura;

Dell'avvocato Bertolini a deputato del collegio di Varzi;

Del cavaliere Luigi Menabrea a deputato del collegio di San Giovanni di Moriana;

Del dottore Alessandro Borella a deputato del VI collegio di Torino;

Del capitano Adolfo Parodi a deputato del collegio di Rivarolo.

(La Camera approva.)

GIURAMENTO DEI DEPUTATI BRONZINI-ZAPELLONI, SOLA, BERTOLINI, BAYNO E MENABREA.

(I deputati Bronzini-Zapelloni, Sola, Bertolini, Bayno e Menabrea prestano giuramento.)

LETTERA DEL GENERALE RAMORINO.

IL PRESIDENTE. Annunzio alla Camera che è giunta all'ufficio della Presidenza una lettera scritta dal deputato generale Ramorino, datata da Borgomanero il 25 dello stante mese, di cui sarà data lettura allà Camera.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Appelé par ordre du Roi au quartier général, je laissais ma division le 21 au soir, et joignis le quartier général à Novare dans la nuit du 22 au 23. Dès que j'ai connu la cause qui avait provoqué le retrait momentané de mon commandement,

je me hâtais d'écrire à S. M. pour demander qu'une enquête fût faite sur ma conduite. Dès le matin même du 23, S. M. me fit écrire qu'elle acceptait ma proposition pour la formation d'une Commission d'examen appelée à prononcer sur les griefs articulés.

« J'allais adresser une nouvelle lettre au commandant général, pour demander à être autorisé à me rendre à Turin près du Ministère pour subir l'examen de la Commission, lorsque la bataille commença et ne finit qu'à six heures du soir, par la retraite de nos troupes, dont une partie se dirigea sur Oleggio. Faute de moyens de transport, ayant laissé mes chevaux à ma division, je me rendis à pied jusqu'à Oleggio, et par une pluie battante.

« Comme le 24 une partie des troupes se dirigeait sur Arona, je crus à propos, pour profiter des moyens de transport (que plus tard je n'aurais pu me procurer), de me rendre de suite à Arona, où j'arrivai à huit heures du matin, accompagné de mon aide de camp et d'un officier supérieur. Deux heures après notre arrivée et au moment où nous allions nous reposer, une partie de la garde nationale fit une irruption dans la salle où nous étions, et sur le bon plaisir du capitaine qui la commandait, on nous mit en état de séquestration, on s'empara de vive force de nos armes, on nous entoura de factionnaires, enfin elle se livra à notre égard à toutes les vexations les plus révoltantes.

« Cette garde nationale créée pour faire respecter la Constitution, l'a violée d'une manière la plus arbitraire. Elle a été jusqu'à vouloir s'emparer de mes papiers et de misérables effets que nous avions avec nous.

« Non contente de ces insultes incessantes, elle a été ameuter le peuple contre nous. Je vous donne ces détails, monsieur le président, pour que le ministre de l'intérieur rappelle à messieurs les officiers de la garde nationale d'Arona, que leur mission est de faire respecter la liberté individuelle, et que sous aucun prétexte on ne doit la violer.

« Je passe au but principal de ma lettre, monsieur le président: c'est de vous rassurer et de vouloir bien rassurer mes collègues sur les imputations par trop gratuites que l'on s'est empressé de porter sur ma conduite. Non-seulement j'ai rempli tous mes devoirs, mais je défie que l'on puisse me reprocher le moindre manquement, la moindre négligence à exécuter

tous les ordres que j'ai reçus. Pendant toute ma carrière militaire, j'ai toujours trop tenu à exiger qu'on exécutât mes ordres, pour commettre de mon côté la moindre infraction à ceux que je reçois moi-même.

« Veuillez agréer, monsieur le président, mes honneurs et mes respects pressés. »

CONTINUAZIONE DELLA VERIFICAZIONE DEI POTERI.

SCAPINI, relatore. Propongo all'approvazione le elezioni: Del signor Duboloz a deputato del collegio di Thonon; Del signor Ract a deputato di St-Pierre d'Albigny; Dell'avvocato Stefano Fer a deputato del collegio di Pinerolo.

(La Camera approva.)

GIURAMENTO DEL DEPUTATO FER.

IL PRESIDENTE. Invito il deputato Fer a prestare il giuramento.

FER presta il giuramento.

IL PRESIDENTE. Poichè non vi sono più elezioni da riferire, pregherò il signor ministro di dar comunicazione di quanto crede a proposito relativamente all'armistizio.

COMUNICAZIONE DEI PATTI DELL'ARMISTIZIO E DISCUSSIONE SULL'ACCETTAZIONE E SULLA COSTITUZIONALITÀ DELLO STESSO.

PINELLI, ministro dell'interno. Signori, io ebbi l'onore di dire alla Camera che non si aveva ancora fra le mani i documenti autentici relativi alle condizioni dell'armistizio. Ciò era tanto vero che questi documenti giunsero soltanto questa mattina dopo mezzogiorno al generale Chiodo. Ora io ne do comunicazione alla Camera, secondo quanto ebbi l'onore di dire. (*Movimenti di massima attenzione*) (1)

Armistice entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. E. monsieur le maréchal comte de Radetzki, commandant en chef des troupes impériales.

« Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, à qui S. M. le roi Charles-Albert au moment de son abdication a confié le commandement en chef de l'armée, vu les circonstances de la guerre, a conclu avec S. E. le maréchal comte de Radetzki une suspension d'hostilités, dont les conditions, que les parties contractantes s'obligent à suivre fidèlement, sont les suivantes.

« Art. 1. Le Roi de Sardaigne donne l'assurance positive et solennelle qu'il se hâtera de conclure avec S. M. l'Empereur d'Autriche un traité de paix, dont cet armistice serait le prélude.

« Le Roi de Sardaigne dissoudra aussitôt que possible les corps militaires formés de Lombards, Hongrois et Polonais, sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche, en se réservant toute-

fois de conserver dans son armée quelques officiers des dits corps, suivant ses convenances.

« S. E. le maréchal de Radetzki s'engage au nom de S. M. l'Empereur d'Autriche à ce que pleine et entière amnistie soit accordée à tous les dits militaires lombards, hongrois et polonais qui rentreront dans les États de S. M. I. et R.

« Art. 3. Le Roi de Sardaigne permet pendant la durée de l'armistice l'occupation militaire par dix-huit mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie de troupes de S. M. l'Empereur (*Rumori fortissimi nelle gallerie*), du territoire compris entre le Pô, la Sesia et le Tésin, et de la moitié de la place d'Alexandrie.

(*Tumulti grandissimi nelle gallerie, scoppio di grida e di invettive contro il Tedesco ed i traditori.*)

IL PRESIDENTE. Io prego le tribune a far silenzio.

IOSTI. (*Commoso estremamente*) E chi lo può fare?...

Varii deputati. È un'infamia!

Voci dalle tribune e dalla Camera. Infamia! Morte ai traditori!

IOSTI. Bravi Torinesi!

PINELLI, ministro dell'interno. Se non si tace, non proseguirò la lettura.

IL PRESIDENTE. Se i rumori non cessano, io faccio sgombrare le tribune immantinenti: continui il ministro.

PINELLI, ministro dell'interno. (*Profondo silenzio*)

« Cette occupation n'aura aucune influence sur l'administration civile et judiciaire des provinces comprises dans le territoire susdit.

« Les dites troupes en nombre total de trois mille pourront fournir la moitié de la garnison de la ville et citadelle d'Alexandrie, tandis que l'autre moitié sera fournie par les troupes sardes.

« La parole de S. M. le Roi est le garant de la sûreté de cette troupe de S. M. l'Empereur.

« Les troupes autrichiennes auront libre la route de Valence à Alexandrie pour leur communication avec la garnison de la dite ville et citadelle.

« L'entretien de ces vingt mille hommes et deux mille chevaux par le Gouvernement sarde, sera fixé par une Commission militaire. (*Rumori ed agitazione*)

« Le Roi de Sardaigne fera évacuer sur la rive droite du Pô tout le territoire des duchés de Plaisance, de Modène et du grand duché de Toscane, savoir tous les territoires qui n'appartenaient pas avant la guerre aux États sardes. (*Mormorio*)

« Art. 4. L'entrée de la moitié de la garnison dans la forteresse d'Alexandrie, à fournir par les troupes autrichiennes, ne pouvant avoir lieu qu'en trois ou quatre jours, le Roi de Sardaigne garantit l'entrée régulière de la dite partie de la garnison dans la forteresse d'Alexandrie.

« Art. 5. La flotte sarde avec toutes les voiles et tous les bateaux à vapeur quittera l'Adriatique dans l'espace de quinze jours pour se rendre dans les États sardes.

(*Rumori vivissimi nella Camera e nelle gallerie* — *Voci:* No! no! giammai!)

« Le Roi de Sardaigne donnera l'ordre le plus péremptoire à ses troupes, et invitera ses autres sujets qui pourraient se trouver à Venise de rentrer immédiatement dans les États sardes sous peine de ne plus être compris dans une capitulation que les autorités militaires impériales pourraient conclure avec cette ville.

« Art. 6. Le Roi de Sardaigne promet, afin de montrer son vrai désir de conclure une paix prompte et durable avec S. M. l'Empereur d'Autriche, de réduire son armée sur le pied ordinaire de la paix dans le plus court espace de temps.

(1) Quantunque riportato nel volume dei *Documenti*, tuttavia riproduciamo ancora qui il testo dell'armistizio per far conoscere la sensazione prodotta nella Camera dalla lettura di esso.

« Art. 7. Le Roi de Sardaigne ayant le droit de déclarer la guerre et de faire la paix, et par conséquent aussi de conclure un armistice comme préliminaire de la paix, regarde, par cette raison même, cette convention de l'armistice inviolable.

« Art. 8. Le Roi de Sardaigne enverra immédiatement un plénipotentiaire muni de *pleins pouvoirs ad hoc* dans une ville quelconque à choisir de commun accord pour y entamer les ouvertures de la paix.

« Art. 9. La paix même et ses conditions particulières seront faites indépendamment de cet armistice et d'après les convenances réciproques des deux Gouvernements.

« S. E. le maréchal comte de Radetzki se fait un devoir de prévenir sans retard la Cour impériale du désir réel de S. M. sarde de conclure une paix durable avec S. M. Impériale et Royale.

« Art. 10. La présente convention d'armistice est obligatoire pour tout le temps de la durée des négociations de la paix, et en cas de leur rupture, l'armistice devra être dénoncé dix jours avant la reprise des hostilités.

« Art. 11. Les prisonniers de guerre seront restitués immédiatement par les deux parties contractantes.

« Art. 12. Les troupes impériales arrêteront leurs mouvements, et celles qui ont déjà passé la Sesia rentreront dans le territoire désigné ci-dessus pour l'occupation militaire.

« Novare, le 26 mars 1849.

A l'original :

« VICTOR-EMMANUEL — RADEZKI

Major général de l'armée

CHRZANOSKI. »

(Continuazione delle voci vivissime di disapprovazione e di indignazione da tutti i lati.)

PINELLI, ministro dell'interno. Debbo accertare la Camera che, quantunque gravi e dolorose siano le condizioni dell'armistizio, noi non possiamo però giudicare del medesimo senza conoscere precisamente quale fosse lo stato dell'armata; posso però dire che molto più gravi erano le condizioni richieste dal nemico, delle quali anzi ne mandò una memoria al campo, e che non fu che sopra le istanze di S. M. il Re che vennero a ridursi a quelle di cui ho testè data lettura.

PIAZZA FRANCESCO. Sotto l'influenza ancora del brivido che ha in me destato la lettura di un atto, che sorpassa di gran lunga la già tristissima nostra aspettativa, io trovo impossibile il pronunciare perfino una parola di biasimo sul medesimo. Io non mi farò a dimostrarvi, o signori, quanto quell'atto sia rovinoso, disonorante, incostituzionale, imperocchè ho fiducia nel patriottismo e nel senno de' miei onorevoli colleghi, che molto meglio di me sapranno, con quella dignità che si conviene ai rappresentanti della nazione, qualificare siccome meritano tutte le condizioni segnate nel disgraziato armistizio, ed emettere dinanzi alla nazione ed all'Europa intera quelle proteste che all'onore ed al vero interesse nostro si convengono.

Io mi restringerò a parlare di quella parte che più da vicino tocca gl'interessi della provincia che m'inviava al Parlamento, voglio dire dei ducati, e più precisamente della provincia di Piacenza.

Signori, quando quei floridi paesi con ispontanea alacrità si unirono al Piemonte, e quell'atto solenne venne da questo Parlamento accettato, diventarono parte integrante dello Stato, ed il grande principio della sovranità popolare era da voi per la prima volta altamente proclamato e sancito. Ma v'ha, rispetto ai ducati, più ancora che un semplice diritto astratto; v'ha il fatto della materiale fusione con perfetta parità di regime, e quindi di obbligazioni e diritti reciproci, e non può

l'antico Piemonte staccarsi ora da quelle provincie senza commettere un atto, non dirò solo incostituzionale, ma disonorevole, ma suicida. Ed in quanto all'incostituzionalità, io vi domando se un armistizio, un atto qualunque che vesta il carattere di un preliminare di pace, nel quale si convenga l'abbandono di una parte integrante del regno, possa non essere giustamente incriminato per incostituzionalità. Leggete, o signori, lo Statuto, là dove stabilisce che nessuna variazione può essere fatta ai confini dello Stato senza il concorso di tutti i poteri, e poi mi risponderete. Nè dicasi essere l'armistizio un atto puramente militare; no, o signori, quale vi è presentato è un atto eminentemente politico, un preliminare di pace vergognoso, cui dovrete, accettandolo, sottoscrivere, poichè le baionette tedesche vi saranno appuntate alla gola, perchè esse non vi lasceranno nemmeno la possibilità di morire combattendo. Si accennerà certo alla necessità dei casi funesti della nostra misteriosa sconfitta, e tale quistione spero verrà discussa; ma sappiasi intanto che non v'ha necessità che imponga il disonore, il suicidio.

Io sono persuaso che la Camera divida l'indignazione ch'io provo in pensando allo stato cui verrebbe ridotta la nazione; duolmi di non avere sufficiente eloquenza di parole per protestare come si conviene contro un simile atto; ma il sentimento dell'onore, del dovere, ed una convinzione profonda, mi danno la forza di alzare la voce per protestare nel modo più solenne davanti agli uomini tutti e a Dio, che la sorte dei popoli non può, non dev'essere commessa alla balia dei fabbricatori di armistizi o trattati, e che la condizione riguardante i ducati, compresa nell'atto di cui diede lettura il signor ministro dell'interno, è incostituzionale, e perciò inattendibile.

LANZA. Signori, assistere alla lettura di quell'atto così detto *armistizio*, e non mandare un grido di indignazione, e non sentirsi montare al viso il rossore, sarebbe lo stesso che dire di essere schiavi. Io credo che la storia italiana di molti secoli (benchè l'Italia sia da molti secoli infelice) non ebbe mai a soffrire un'umiliazione così grave. (*Applausi*)

Al Piemonte dunque spettava, al Piemonte che per il primo iniziò il risorgimento italiano, di sancire quest'atto d'ignominia! Io per me mi lascierei tagliare la destra prima di sottoscrivere un armistizio così infame. (*Applausi universali*)

Io ho detto armistizio, ma non è un armistizio, è una capitolazione; la parola armistizio è un'ipocrisia che contiene una derisione: dicono armistizio, ma riprendete le armi se potrete quando Alessandria sarà occupata dalle truppe di Radetzki! ma riprendete le armi se potrete quando la forte, la generosa Venezia sarà negli artigli della rapace aquila bicipite! riprendete le armi quando il nostro esercito sia ridotto, e disciolti i corpi lombardi! (*Applausi*) Dunque non è armistizio, è una vergognosa capitolazione. Ora, io dico, questa capitolazione era necessaria? questa capitolazione è costituzionale? questa capitolazione è militare? è politica? è italiana? Niente affatto.

Questa capitolazione, signori, io la credo incostituzionale per una sola ma vittoriosa ragione, che nessuno potrà abbattere. Dice fra i diversi articoli, di cui spero di mai più ricordarmi il numero, che le truppe austriache saranno alimentate a nostre spese secondo l'accordo stabilito da una Commissione militare mista di Piemontesi e di Austriaci. Ma, signori, questo è un tributo, un tributo straordinario, che secondo il nostro Statuto non tocca al potere esecutivo d'imporlo senza il consenso del Parlamento: ecco, signori, che avete trovata una via per distruggere quell'armistizio, col dichiararlo incostituzionale, e accusare i ministri se mai lo accettassero. (*Applausi prolungati*)

In secondo luogo io non credo che la dura necessità, la quale costringe certe volte gli uomini anche generosi a piegare la fronte nel fango, ci faccia accettare quest'armistizio. Avevamo perduto una battaglia campale, è vero, ma non ci rimanevano forse più mezzi per continuare la guerra? Io credo di sì. Non avevamo ancora salva la ritirata in Alessandria? non avevamo ancora la divisione La Marmora in sicuro? non avevamo la divisione lombarda, la quale Dio non voglia che sia costretta di abbandonare il vessillo della libertà e dell'indipendenza italiana, senza poter venire alle mani col suo eterno oppressore? (*Applausi*) Avevamo inoltre molti corpi... avevamo infine molti corpi disseminati in diversi parti del regno, in Savoia, nella divisione di Torino e di Alessandria; avevamo 86 battaglioni di guardia mobile, che si potevano in poco tempo chiamare sotto le armi, avevamo ancora la guardia nazionale, la quale diede indizi di non essere sorda all'appello (*Bravo! Bene!*); avevamo infine (quello che ci è sempre mancato, quello che nessun ministro ci ha voluto dare, quello che strapperemo tardi o tosto) l'insurrezione popolare. (*Applausi prolungati*)

Gli uomini sistematici, positivi, tecnici, sentono un insuperabile ribrezzo alle parole *insurrezione popolare*, e poco conto fanno sopra di esse. Pare che ignorino come l'insurrezione spagnuola abbia distrutto un esercito napoleonico e minata la sua colossale potenza. Da quest'avversione si spiega come i nostri Ministeri non abbiano mai cercato di fomentare l'insurrezione, nè in Piemonte, nè in Lombardia, che anzi si siano formalmente opposti. Tuttavia questa poteva grandemente aiutare l'esercito, e forse sarà quella che, a dispetto di tutto e di tutti, trionferà dei nemici interni ed esterni. In Lombardia l'insurrezione è nonostante scoppiata, ma questo secondo armistizio, più del primo infame, comprometterà di nuovo quelle generose ed infelici popolazioni. Infine, io dico, avevamo la linea degli Apennini; avevamo la forte Genova, la quale si ricorda ancora del 1746, e spero ne celebrerà l'anniversario se occorre; avevamo la congiunzione colla Toscana e colla Romagna, con Venezia, fornita di un esercito agguerrito di 20000 uomini. Con tutte queste forze, con tutti questi mezzi, chi potrà dire, per profondo politico che sia, per profondo strategico che sia, che era militarmente necessario questo vergognoso armistizio?

Signori, non fa d'uopo che io vi provi poi che non è politico, e per provarlo non fate altro che mettervi una mano sul cuore, e poi vedrete se vi è qualche sentimento di politica italiana nelle parole di quell'armistizio. Dunque io credo che la Camera debba unanimemente respingere questo armistizio, e dichiarare che non deve essere dal Governo assolutamente accettato, giacchè è incostituzionale, e la Camera, sinchè i deputati siederanno in questo recinto, credo che giammai permetterà che si mantengano le condizioni di quest'armistizio, salvo di accusare in faccia al paese il Ministero di aver violata la Costituzione, e di aver tradita la nazionalità italiana. (*Applausi prolungati da ogni parte*)

IL PRESIDENTE. I segni di approvazione e di disapprovazione sono vietati; ed io sento il dovere di far osservare il regolamento. Quanto più le cose sono gravi, tanto più abbiamo bisogno di moderare le nostre passioni. Spero che le tribune manterranno il silenzio, onde si potrà continuare la discussione.

LANZA. Signori, oltre ai sentimenti italiani che ci imediscono di accettare alcuno dei patti dell'armistizio, abbiamo anche l'onore impegnato in faccia della nazione. Una grande parte dei deputati che stanno in questa Camera, i quattro quinti al certo hanno sottoscritto un programma politico, in

cui dichiaravano ai propri elettori ed alla nazione che essi volevano mantenere l'integrità del regno dell'Alta Italia e conseguire a qualunque costo l'indipendenza italiana; essi hanno detto che spenderebbero fin l'ultimo scudo e l'ultima vita. Ora io dico se dopo tale dichiarazione di fede possiamo accettare implicitamente quest'armistizio; i nostri elettori ci hanno mandato qua perchè abbiamo fatto questo programma, perchè abbiamo giurato di mantenerlo. Dunque qui la nostra opinione è opinione di tutta la nazione. Noi dunque sotto ogni rapporto lo respingiamo questo armistizio, lo respingiamo come armistizio, lo respingiamo come capitolazione, lo respingiamo come preliminare di pace, ed invitiamo per conseguenza il Governo a prendere le sue determinazioni in proposito. (*Applausi prolungati*)

IL PRESIDENTE. Il deputato Iosti ora ha la parola.

IOSTI. Signori, io non saprei che aggiungere a quello che disse il preopinante che mi ha preceduto. Aggiungerò un solo punto di vista che non fu toccato dal medesimo, ed è sopra questo che mi tratterò; ma prego la Camera di compatirmi, perchè non so come potrò connettere le idee e trovar le parole.

Domando al signor ministro se gli sia noto che questo armistizio sia il prodotto di sole condizioni della guerra, oppure di qualche *intrigo* o *impegno*; se le condizioni della guerra sole portavano a quest'armistizio. Carlo Alberto lo ha insegnato a noi come uno si libera da questo impegno. Signori, io non appartengo a nessun partito, non sono nemmeno uomo politico; faccio della politica perchè sono deputato; ma io ho sempre creduto che le sorti d'Italia fossero unite a quelle di Casa Savoia; io ho sempre amato Casa Savoia, non per i danari e per gli onori che potesse compartire, ma per i suoi meriti intrinseci, per quelli de' suoi antenati, per l'onore che conservò intatto in tutte le circostanze, e perchè necessaria alla causa d'Italia. Anche profuga, relegata un'altra volta in Sardegna, era una potenza che avrebbe imposto all'Europa. Io ho sempre creduto che Casa Savoia, dominando nei cuori in Italia, era padrona dei suoi destini; se qualche impegno d'onore ha portato quest'ignominia della nazione, io non so che cosa dire; ed ove fossero i soli casi di guerra, fu un disastro come quello dell'armistizio Salasco.

Già l'ho detto ieri, e lo dico oggi, non si può discuterla in una seduta; ma io sfido tutti gli uomini dell'arte a discuterla al tavolo a sangue freddo. Radetzki era perduto a Milano, era perduto a Novara! Non sono i Tedeschi che tradiscono, i traditori sono altri: io compiangio i ministri che dalle riforme in qua sedettero su quei banchi, ma più ancora l'attuale ministro degli interni.

Esso fu il capro espiatore dei Ministeri precedenti in simili occasioni, egli lo sarà anche questa volta: io lo stimo troppo, io lo amo troppo per vederlo in questa situazione.

Diamo, o signori, una seria occhiata alla nostra posizione. Io sfido la sapienza di tutti i politici a smentire la logica degli eventi: in questo momento non ci è via di mezzo; una sola è la strada, bisognerà innalzare il palco (*Viva sensazione*); provi chi vuol essere il primo; e se è piemontese, che Iddio lo perdoni. Venga Radetzki, io non sarei capace di innalzarlo, ma Iddio mi darà costanza di salirvi. (*Bravo!*) Noi abbiamo vissuto 50 anni sempre in questa sola speranza di morire in terra libera ed indipendente; l'occasione era venuta; la Provvidenza ci aveva dato un principe; quel principe aveva 120000 uomini, 120000 Piemontesi!..... quel principe abdicò; i 120 mila Piemontesi noi non sappiamo dove sono! Dove sono? Chiamatelo ai nostri pacifici abitanti, perchè a tanto, o signori, giunse la scelleratezza del partito che io non

chiamerò se non infernale che, se non partiva da Roma, partiva... Iddio lo sa! un partito che snaturò i sentimenti più intimi, i più profondamente scolpiti nel nostro cuore, che spinse i soldati a derubar le famiglie dei padri e dei fratelli, ad assassinare, a profanare le sorelle. In Gallizia, signori, avvennero già queste cose; in Italia non mai! (*Sensazione profonda in ogni parte della Camera*) non mai! Oh! se una mano maledetta, un nome italiano si è associato a questa infamia, Dio! maledizione sopra il suo capo!!! (*Applausi fragorosi dalle tribune*)

Cosa ragionare adesso, cosa ragionare di quello che noi dobbiamo fare? In questo, o signori, non c'è che una via, quella di morire.

I soldati giuocano la vita per un puntiglio di onore; e per la causa della nazione, per l'onore del principe, per l'indipendenza, per la libertà si calcola tanto sulla vita e sugli averi? E poi questa vita è dessa giuocata?

Ma riflettiamo sulla nostra posizione, misuriamola a sangue freddo, annulliamo le infami trame di coloro che ci vogliono vili; i vili sono essi, non noi. Vedrete del resto che la parte pura della nazione è abbastanza numerosa per trionfare degli interni e degli esterni nemici. Discenda dal trono questo grido, e s'abbiano il nostro disprezzo quei ministri che ora siedono, se non sapranno consolarci in questi giorni di lutto. (*Applausi*)

PINELLI, ministro dell'interno. Signori, rispondo ai tre oratori che parleranno sulle comunicazioni che ebbi l'onore di leggere alla Camera. Io non entro per ora nella questione circa la costituzionalità dell'atto, questione che potrebbe essere complessa, poichè tale vuole riguardarsi l'atto di cui diedi lettura e come armistizio e come capitolazione e come preliminare di pace; non sarebbe il caso di entrare in questo momento in tale discussione. Io mi porto specialmente sopra i discorsi del deputato Lanza e del deputato Iosti. Io credo che il giudizio che il deputato Lanza vuol fare di queste convenzioni sia prematuro, poichè è impossibile, per quanto i sentimenti di patriottismo si rivoltino alle condizioni che vi si leggono, è impossibile, dico, di poterne giudicare, se non si hanno complete relazioni intorno allo stato delle cose.

Intorno alle risorse che poteva aver ancora il paese nel momento in cui l'armistizio si conchiudeva, il Ministero non è sopra di ciò più informato di quanto sia la Camera. Noi siamo assolutamente nell'impossibilità di portare un qualunque giudizio; la Camera ha già sentito quest'oggi come sulle istanze del deputato Lanza il Ministero si sarebbe fatto debito di venire a conoscere più minutamente i fatti che diedero luogo ai disastri avvenuti, ed ancora allo stato in cui si trovano in oggi le forze del paese, e che, avute queste comunicazioni, queste notizie, le comunicherebbe alla Camera in Comitato segreto; così la Camera si potrà formare un'opinione intorno a queste condizioni. Così pure rispondo al deputato Iosti: egli disse alcune parole che mi furono di lode, ed io lo ringrazio, poichè l'amicizia e la stima degli uomini onorati mi è cara, e mi è il solo conforto in questo martirio che io provo da parecchi mesi, e più fortemente in questi ultimi giorni; ma egli deve considerare che è impossibile di portare un severo giudizio se non conosciamo interamente i fatti, e che è pure impossibile il vivere sempre in continue illusioni, quando la logica degli eventi, come venne a dire egli stesso, ci fosse assolutamente contraria.

Adunque spero che la Camera conoscerà come sia assolutamente necessario perchè possa essa portare un giudizio su questa convenzione, e perchè possa tanto più assicurare il Ministero che oggi prende il governo, il quale non potrebbe

continuare sotto il peso di questa convenzione, di essere pienamente informata delle succennate circostanze.

IOSTI. Egli è precisamente per l'impero della logica dei fatti che io consigliava il signor ministro a ben riflettere all'impegno in cui egli si è gettato; egli l'ha già subito un'altra volta la logica dei fatti; egli entrava al Ministero in un momento in cui un ministro scaduto diceva precisamente che disperava della salute della patria; che il paese non era in grado di sostenere la lotta perchè era tutto esterrefatto. Vi fu chi disse allora di non lasciarsi abbattere da quell'apparenza della sorpresa e dello spavento, ma che nel fondo del cuore dei Piemontesi avrebbersi trovato l'onore che fra pochi giorni si sarebbe risvegliato, ed infatti fra pochi giorni scomparve quell'apparenza di abbattimento e si vide che l'opinione cambiava; così il Ministero attuale da qui a tre o quattro giorni, siccome succedette in allora, si troverà sul falso; la logica degli eventi domina gli uomini; in questi giorni ci vogliono uomini che sappiano pesare le circostanze e i tempi e prevedere un tantino il futuro.

Ora io, come predicava al Ministero d'allora, predico adesso al Ministero Pinelli che fra pochi giorni si troverà fuori della sfera attuale dei principii che egli crede di adottare.

Signori, fra pochi giorni io non so se vi saranno Piemontesi che vorranno montare la guardia in compagnia dei Tedeschi in Alessandria; dubito ancora se Alessandria cederà la fortificazione; quello che è certo, se la corruzione, l'alterazione del carattere nazionale, perchè non so la magia, la forza che vi avrà influita, l'alterazione dico del carattere nazionale sia giunta a questo punto che i Piemontesi possano stare coi Tedeschi; se ciò fosse, fra pochi giorni Piemontesi e Tedeschi combatteranno contro Piemontesi: in questo caso qual è il ministro, qual è il Governo che vada incontro a questa logica dei fatti?

Un giornale mi diede del profetico; sgraziatamente io fui, lo sa Carlo Alberto che lo fui; Iddio sperda la mia profezia da questo momento!

Ma, signori, Italia o deve risorgere o deve perire; quindici milioni d'uomini sono compromessi in questa lotta; ad educare questi quindici milioni bastavano forse pochi mesi di apostolato ed un Ministero sincero.

Ma l'Italia non cade; l'Italia poteva e doveva risorgere senza passare per la trafilata dei sacrifici per cui passarono tutte le nazionalità che si sono rigenerate; lo poteva o lo doveva in grazia dell'abbondanza delle messi, delle popolazioni e dell'intelligenza italiana, e delle circostanze eccezionali. Dallo scompiglio europeo doveva sortire adulta, forte, grande ad un tratto come Minerva dal cervello di Giove. Nè ci mancava, non dirò intelligenza, ma buon senso alla direzione dei nostri fatti; questo bastava, e l'Italia sarebbe. Ma Iddio volle che i popoli per rigenerarsi passassero per la trafilata delle sventure; l'Italia vi passerà, ma fatto sta che non può andare indietro. Già io ho visto che nel primo tradimento d'Italia sortiva dagli artigli Venezia, sorgeva il fatto di Bologna; la resistenza di Venezia e il fatto di Bologna furono bastanti per sostenere il coraggio morale dei Lombardi, che persistettero nell'emigrazione, persistettero nella costanza; e tali da compromettere per la seconda volta il Piemonte.

Ora da questo secondo tradimento ne sortirà qualche altro fatto, qualche altro miracolo, che obbligherà l'Italia suo malgrado a continuare nella lotta.

Ora, già lo dissi, questo sciame di dottrinarii (*Bravo! bravo!*), di evirati sotto la gesuitica educazione, non era dalla Provvidenza destinato a compiere, ma solo iniziare il nazionale movimento; noi saremo le vittime, e ne ringrazio Iddio; ma

educata alla sventura sortirà quella generazione che verrà a benedire i nostri sepolcri. (*Bravo! bravo!*)

Ora io dico se il Ministero attuale è abbastanza sicuro che fra 7 od 8 giorni egli possa evitare la terribile circostanza di veder combattere Piemontesi contro Piemontesi, senza questa sicurezza, io dichiaro imprudente chiunque siede su quei banchi..... (*Vivissimi applausi!*)

IL PRESIDENTE. Io darò lettura alla Camera di una proposta stata deposta dal signor deputato Lanza sul tavolo della Presidenza, affinché gli oratori che sono iscritti possano anche, se così stimano, prendere norma dalla medesima: « La Camera dichiara che l'armistizio, di cui il presente Ministero diede lettura, è incostituzionale, e che perciò il potere esecutivo non potrebbe, senza violare lo Statuto, mandarlo ad esecuzione. »

Ora la parola è al deputato Ferracciu.

FERRACCIU. Signori, un armistizio che tende a violare il territorio e le leggi dello Stato; un armistizio che mette in pericolo le nostre libertà, che ci toglie i mezzi di poterle difendere, che rompe il suggello delle nostre istituzioni, è tale un atto che, avendo l'impronta dell'iniquità e della tirannide, vuol essere respinto con chiari segni d'abbominio e d'esecrazione. I membri di un Parlamento italiano non debbono, non possono partecipare all'infamia di quest'atto. Il solo pensiero d'adesione, il silenzio solo sarebbe in questo caso un vero delitto di lesa nazione. L'Italia sia pure affranta da continui disastri, ma l'onore suo si salvi. Ed io che al bene non solo, ma all'onore mi votai di questa prediletta di Dio, protesto, con quanto ho di forza nell'anima, di voler piuttosto cader vittima sotto i colpi del barbaro che aderire menomamente a questo armistizio che in sé racchiude un flagrante attentato allo Statuto ed alla santità dei nostri diritti.

Signori, abisso chiama abisso: e se noi, confidandoci per poco nelle arti nemiche, non abbiamo l'occhio vigile all'integrità delle nostre franchigie, noi stessi ci scaviamo la fossa. In nome adunque della nazione che rappresentiamo, in nome del Dio che ne ha redenti, in nome di quel Grande che, reintegrandoci nell'esercizio delle nostre facoltà, ci chiamò a vita libera e civile, protestiamo contro questo patto turpissimo; e forti delle nostre convinzioni, sfidando l'ira della sventura, la perfidia dei traditori, la ferocia dell'oppressore, facciamo sacramento null'altro patto doversi per noi accettare, salvo quello che, segnato nel nostro sangue, assicuri all'Italia la sua indipendenza, e lasci al nemico memoria eterna di spavento e di terrore. (*Applausi*)

MELLANA. Io ho preso la parola non per ripetere i nobili sentimenti che fin qui udimmo, ma bensì per richiamare la Camera in questi solenni momenti all'azione.

Faccio osservare alla Camera che il signor ministro degli interni diceva che si doveva aspettare la seduta secreta, nella quale, dopo le comunicazioni fatte, la Camera potrebbe con cognizione prendere una deliberazione.

Io osservo che non possiamo attendere, perchè, se ho bene inteso le espressioni di quello scritto che ci comunicava il signor ministro, fra quattro giorni debbono le condizioni del medesimo essere poste in esecuzione sotto l'onore dell'augusta destra che lo segnava.

Dico che non ci occorre di attendere comunicazioni di fatti, perchè io mi metto nell'estrema ipotesi, cioè che tutto l'esercito che stava al campo nella valle del Po sia disperso.

Ma, signori, il Piemonte, militarmente parlando, non siede nella valle del Po, ed ha una giacitura molto favorevole. La nostra situazione è dinanzi a Genova coperta dalla cittadella d'Alessandria.

IOSTI. Vendita!

MELLANA. Adunque credo che si debba fare in modo che questa vendita d'Alessandria non sia compiuta, perchè là sono i nostri fati.

Conchiudo adunque perchè la Camera, lasciando a parte la discussione, prenda una risoluzione quale si debbe in queste circostanze. Dico ehe, fatta l'ultima nostra prova dinanzi a Genova, se si debbe resistere o cadere, io farei più volentieri all'Austria la dedizione di tutto il Piemonte, di quel che accetterei ora quest'armistizio. (*Applausi*)

BARGNANI. Domando la parola.

Voci. Ai voti! ai voti!

MELLANA. Io pregherei i signori ministri a voler rispondere all'osservazione da me fatta, cioè se tutto l'esercito che era nella valle del Po sia sciolto, e se la valle del Po sia tutta nelle mani del Tedesco.

DE LAUNAY, presidente del Consiglio. Je demande la parole.

IL PRESIDENTE. Monsieur le président du Conseil a la faculté de parler.

DE LAUNAY, presidente del Consiglio. Je n'entre point dans la discussion.

Molte voci. Alla tribuna! alla tribuna!

DE LAUNAY, presidente del Consiglio. (*Salito alla ringhiera*) Il est impossible, messieurs....

Una voce. In italiano!

IL PRESIDENTE. Io farò osservare che lo Statuto autorizza tanto l'uso della lingua francese quanto quello della lingua italiana. Del resto non è qui il caso di parlare di lingua.

DE LAUNAY, presidente del Consiglio. Messieurs, je me sers de la langue française parce que c'est un privilège qui nous est accordé par le Statut. Vouloir m'obliger à parler en italien, ce serait un vrai despotisme; or, je déclare que je ne souffre point de despotisme.

Messieurs, je suis monté à la tribune pour faire une simple observation. Je n'entrerai point dans la discussion générale qui a donné lieu à l'armistice; je me borne à déclarer qu'il est impossible de juger un acte aussi important, tandis que nous n'avons pas tous les détails sur la position dans laquelle se trouvait l'armée lorsqu'il a été signé. Nous vous l'avons déclaré ce matin, que nous vous donnerions toutes les informations possibles sur les événements qui ont eu lieu; et à cet égard j'ai déjà écrit aujourd'hui au général en chef Chrzanowski pour l'inviter à m'adresser immédiatement le rapport le plus exact possible sur toutes les causes qui ont amené nos désastres. Je ne doute nullement du zèle que le général Chrzanowski mettra à nous faire connaître au plutôt les événements qui se sont passés, événements que nous nous empresserons à notre tour de vous faire connaître.

Ainsi, messieurs, je vous prie de suspendre vos jugements sur les faits qui sont survenus jusqu'à ce qu'on en connaisse exactement tous les détails. Attendons-les avec patience: ils ne tarderont pas à arriver. (*Rumori*)

PINELLI, ministro dell'interno. Quantunque non militare, rispondo all'interpellanza del deputato Mellana, e dirò che, quando egli crede di fare la più cattiva delle ipotesi, non la fa ancora; conviene ch'egli ne faccia un'altra, cioè se quel resto dell'armata che vi possa essere per una parte sugli Appennini, oppure sopra la via d'Alessandria, sia in caso di fare una difesa; questo è un fatto che noi non possiamo conoscere, e che non lo conosce neppure la Camera; dunque egli è precisamente da questa relazione che noi abbiamo chiesta al generale in capo che potremo avere bastanti cognizioni per decidere e rispondere anche alle cose dette dal deputato Mellana,

IL PRESIDENTE. Io prego la Camera di osservare che la chiusura è stata chiesta ed appoggiata; io debbo necessariamente metterla ai voti. Se la Camera, stante le osservazioni fatte dal signor ministro, crederà di non adottare la chiusura, spetta ad essa il manifestarlo; ma intanto il mio dovere è di metterla ai voti.

(Non è approvata.)

La Camera non adottando la chiusura, io, per mantenere l'ordine della discussione, debbo dare la parola al deputato Bargnani.

BARGNANI. Signori, il signor ministro dell'interno ci ha detto che quest'armistizio *non potrebbe essere giustificato che dalla necessità*. Ora egli ha aggiunto che noi non possiamo stabilire se questa necessità esista, fin a che non ci siano note le condizioni vere, reali dell'esercito; ma a questo io rispondo che, quand'anche l'esercito fosse stato intieramente distrutto, cosa che a nessuno potrà venir in animo, o quando quella parte di esercito che esiste non possa essere prontamente riordinata, o non voglia riprendere le ostilità, egli non ha considerato che la divisione La Marmora è ancora intatta, la divisione lombarda non si è ancora trovata in fronte all'inimico, e freme il combattimento; Venezia ha già fatto una sortita e si dirige verso l'Adige; Roma e Toscana anelano di collegare le loro armi colle nostre, e più di tutto l'insurrezione lombarda ha cominciato, sì che alcune città e provincie si trovano già in mano dei nostri; e da noi non si fece ancora un appello efficace della guardia nazionale, nè si sono poste le armi nelle mani del popolo. Ed è con tali elementi che il signor ministro dubiterà che noi dobbiamo subire le leggi di una vergognosa necessità? e giacere nell'inazione e sprecare quei mezzi o non porli in azione? Io penso che la Camera è già abbastanza informata degli avvenimenti per poter prendere al momento una risoluzione; e la prenderà!! (*Bene! Bravo!*)

SINEO. Domando la parola.

IL PRESIDENTE. La parola è al deputato Sineo.

SINEO. La Camera apprezzerà i motivi che m'imponivano il silenzio in questa grave questione; motivi che tuttavia debbono cedere a considerazioni ancora più gravi, più imponenti per la mia coscienza. Crederei veramente di mancare al mio dovere di deputato, se non portassi l'obolo delle mie meditazioni in questa grave discussione. Lo porterò cercando di imporre silenzio agli affetti, cercando di esimere me stesso dal dominio di quella commozione che si è impossessata del mio spirito e del mio cuore.

Il signor ministro dell'interno ha dichiarato che egli non intendeva per nulla di toccare la questione della costituzionalità che era stata messa innanzi da parecchi fra gli onorevoli oratori della Camera. Eppure, o signori, questa questione di costituzionalità è necessariamente la prima che debba discutersi, è quella specialmente in cui la Camera è competente, perchè alla Camera spetta sopra ogni cosa il mantenere intatta la Costituzione. Ora, se l'armistizio di cui si è data comunicazione, il così detto armistizio viola la Costituzione, dovremo noi rimanerci neghittosi? Lo potremo noi senza violare i nostri doveri di rappresentanti della nazione? Si sono esposti i motivi per cui si considera questo armistizio come una violazione della Costituzione; non si è adottato nessun argomento per combattere quei motivi; dunque non li ripeterò; solo recorderò alla Camera che a questi motivi non si è contrapposta ragione nessuna. Bensì il Ministero ha ragionato sulla necessità che poteva esservi di accettare questo armistizio; ma ha ragionato, dicendo che egli stesso non era ancora in grado di ben conoscerne questa necessità; e per deciderne, e per porre

la Camera in grado di decidere, vuole che si aspetti quando la decisione sarà assolutamente inutile. (*Applausi*)

Ora, signori, se si trattasse di un semplice armistizio, di un vero armistizio, io intenderei che si potesse aspettare; ma qui non è armistizio; qui è pace, definitiva pace con concessione irrevocabile di territorio. Non facciamoci nessuna illusione: si tratta o di cedere una parte del territorio attuale, oppure di ripudiare l'armistizio; e lo proverò.

Come, o signori, quando noi avremo abbandonata Venezia, quando avremo licenziato il nostro esercito (perchè si vuole che si riduca allo stato di pace), quando noi avremo evacuati i ducati, quando noi avremo espulsi i bravi fratelli chesi sono aggiunti al nostro esercito, e che compongono un'intera divisione, che rodevansi le mani perchè non erano ammessi a combattere; ebbene, quando saremo ridotti a quella situazione, non saremo obbligati di accettare le condizioni di pace qualunque esse siano? (*Bravo! Bene!*) Quando non avremo eserciti come faremo a respingere la pace? Quando la linea stessa di Genova sarà minacciata perchè Alessandria sarà occupata dal nemico; quando parecchie fra le più potenti, fra le più generose provincie dello Stato, l'intera divisione di Novara sarà nelle mani del nemico che ne avrà succhiato il denaro ed il sangue, io domando se allora potremo trattare delle condizioni della pace. Se il nemico vuole che il limite dello Stato sia la Sesia, noi dovremo chinare la fronte e accettare il limite della Sesia; se vorrà che il limite sia alla Dora Baltea o alla Stura, o all'altra Dora che lambe le porte di Torino, bisognerà accettare questa legge. Senza esercito, senza denaro, senza fortezza, col nemico prepotente in casa, senza soccorso di fratelli, disprezzati da tutta l'Europa, bisognerà bene passare sotto le forche caudine! (*Prolungati e strepitosi applausi*)

Dunque, amici, deputati, cittadini, facciamo tacere per un momento le passioni che pur troppo ci agitano; che anzi debbono essere sommamente vive ed energiche in un così grave argomento, quando si tratta dell'esistenza della patria. Facciamo tacere le passioni, gli affetti. Facciamo appello alla fredda ragione, esaminiamo la nostra situazione con la massima calma.

Ma, appunto per far bene i nostri calcoli, guardiamoci dal supporre che qui si tratti di un semplice armistizio. Contempliamo sin d'ora il momento in cui verranno qui i ministri dell'imperatore a dettarci le leggi della pace, a dettarcele con tutte le riduzioni di territorio che gli torneranno a grado, con tutte le condizioni pecuniarie le più gravi. Ci si dice, e sicuramente lo credo, che non si ha intenzione di ricondurci al Governo assoluto. Il Ministero ha cominciato col protestarci che egli ama la Costituzione, che la vuol salva; ma, quando non avremo esercito, e che il nemico ci imporrà l'obbligo di rinunciare alla Costituzione colle bocche dei cannoni volte contro i nostri petti, senza eserciti, senza danari, con una parte del territorio occupato, con Venezia tradita, lasciata al nemico, coll'Italia abbandonata, con gli ausiliari espulsi, noi stessi vilipesi, poveri, oppressi, come potremmo ancora pretendere di avere uno Statuto, se il nemico non vuole che lo abbiamo? Non vi è più nè libertà, nè indipendenza, nè ricchezza, nè prosperità materiale; non v'è più niente per un popolo che si è messo in balia dello straniero; non vi è più niente: sarà in mano dell'Austriaco di dettarci in ogni cosa la legge; e questa è precisamente la favola dei lupi, i quali fecero la pace colle pecore, a condizione che i cani fossero loro dati. (*Bravo!*) Noi saremo le pecore, e il lupo a suo bell'agio ci mangerà. (*Applausi prolungati*)

IOSTI. Fra le tante parole che si sono dette in questa Camera, una veramente di attualità sortiva dal deputato Mel-

lana: « Noi chiaccheriamo, e il tempo vola, e intanto il sacrificio della patria si consuma. » Siamo ridotti (e lasciate che io pianga sopra quest'altra fatalità del nostro paese) a sforgarci in chiacchiere per non saper usare l'occasione di agire.

Ora, io dico, il tempo vola, e le condizioni dell'armistizio si eseguiscono; forse in questa notte Alessandria sarà ceduta all'Austriaco, o il sangue gronderà di nuovo. Adunque una conclusione, o signori, perchè l'impegno è grave, e l'attitudine che abbiamo presa è dignitosa; ma se noi ora l'abbandonassimo, cadremmo nel ridicolo. Io propongo quindi che la Camera si dichiari in permanenza; che il Ministero mandi staffette, corrieri ovunque occorre per procurarsi nel tempo il più breve le notizie che ci mancano, e dare le relative spiegazioni; che la Camera, giacchè dal Ministero non possiamo avere spiegazioni abbastanza esplicite, che la Camera, dico, invii una deputazione al Re per sentire dalla sua bocca le sue intenzioni. Compiuto così al dovere nostro, faccia Iddio di noi quello che in suo segreto ha destinato.

LANZA. Signori, dopo quanto dissero parecchi onorevoli colleghi, a me resta il soggiungere che la proposta che ho presentata al banco della Presidenza non aveva per iscopo che dire con una dichiarazione esplicita della Camera che l'armistizio presentatoci quest'oggi in quell'articolo, in cui stabilisce una sovvenzione straordinaria, non-è più un semplice atto militare, ma diventa di competenza della Camera, la quale è chiamata perciò a decidere la questione d'incostituzionalità, essendochè vi si conterrebbe una violazione di quello Statuto che la Camera è destinata particolarmente a sostenere. Io non voglio più a lungo prolungare la discussione. Tutto quanto era a dire d'importante sopra l'armistizio si è detto: non faccio quindi che insistere acciocchè il presidente voglia mettere ai voti la mia proposizione.

PINELLI, ministro dell'interno. Domando la parola.

Rispondo al discorso del deputato Sineo e all'ultima proposta del deputato Lanza. Il deputato Sineo diceva che la questione della costituzionalità era appunto quella ch'è si doveva prima d'ogni altra agitare; che il Ministero aveva dichiarato di non voler entrare in tale discussione, perchè alla costituzionalità dell'atto sovrastava in qualunque caso l'impero della necessità; ora questa necessità non potervi essere; d'altronde i patti dell'armistizio essendo tali che tolgono i mezzi di ripigliare la guerra quand'anche la si volesse poi ripigliare, non potersi attendere la cognizione di questa necessità per venire a prendere una risoluzione. Io rimango su questo terreno, e domando al signor deputato Sineo se egli riconosce che realmente alla legge della necessità si sarebbe dovuto piegare, se non trova logico e razionale che questa necessità prima si riconosca o si dimostri prima che non esiste, dacchè egli dice che non crede alla esistenza della medesima. Ma se per caso la necessità avesse esistito, dovevamo noi allora rigettare l'armistizio che ci venne proposto, per la ragione che egli poteva violare la Costituzione? Io poi dico al deputato Lanza che la costituzionalità di quest'atto non si può mettere in dubbio; l'unica questione che si può fare è questa: se cioè in quella parte che impone indirettamente un contributo al paese pel mantenimento di queste truppe occupatrici; se, dico, quest'articolo possa essere sancito, possa essere eseguito senza la previa approvazione della Camera. Lo Statuto dice che quegli atti che impongono un peso alle finanze dello Stato debbono essere sanzionati dal Parlamento: questa è la disposizione dello Statuto. Quindi essa non toglie la legittimità dell'atto; soltanto prova che si dovrebbe poi ottenere la sanzione del Parlamento.

Abbiamo detto che, per conoscere se si debba accettare o

no questo armistizio, bisogna conoscere i fatti, che senza questo sarebbe temerario il giudizio, e noi esporremo il paese alla ruina, alla morte non solo pel momento, ma forse per sempre. (*Rumori dalle gallerie*) Al contrario, quando pure si dovesse subire una legge durissima, non sarebbe ancora tolta la speranza del risorgimento. (*Rumori*)

IL PRESIDENTE. Il signor deputato Lanza ha fatto una proposizione; io ne darò lettura alla Camera per sapere se la appoggia:

« La Camera dichiara che l'armistizio, di cui il presente Ministero diede lettura, è incostituzionale, e che perciò il potere esecutivo non potrebbe, senza violare lo Statuto, mandarlo ad esecuzione. »

La parola è al deputato Lanza per un fatto personale.

LANZA. Ho domandato la parola per rispondere al ministro dell'interno. Egli, replicando alle mie ultime parole, disse che io tacciava d'incostituzionale quell'atto perchè vi era un articolo in cui si lasciava il nostro territorio al nemico. Ma, signori, non è solamente in questo articolo che l'armistizio è incostituzionale, lo è in quasi tutti gli articoli; ed io dico che, cedendo un palmo al nemico, assoggettandoci alle condizioni incluse in quell'armistizio, noi ci metteremo in uno stato di impossibilità di riconquistare il nostro paese (*Applausi*); non si può cedere in veruna maniera il territorio senza che la Camera dia il suo assenso. Vede quindi il signor ministro che la questione d'incostituzionalità non si riferirebbe ad un articolo solo, ma agli altri articoli eziandio; ed io sostengo che, se noi cediamo una parte qualunque del regno, noi non potremo più ricuperarla.

MONTEZEMOLO. Io domando la parola intorno alla chiusura.

PINELLI, ministro dell'interno. Io non credo che la costituzionalità sia violata in altri articoli; del resto ripeto che il Parlamento, per giudicare se deve dare o no la sanzione, deve essere informato.

Voci. Parlano i fatti.

IL PRESIDENTE. Chiedo alla Camera se sia appoggiata la proposta del deputato Lanza.

(È appoggiata.)

Vi sono due altre proposte, una del deputato Iosti, l'altra del deputato Mellana. La prima è così concepita:

« 1° La Camera si dichiari in permanenza;

« 2° Che il Ministero si procuri tutte quelle spiegazioni e notizie relative alla nostra posizione nel pretto termine necessario all'uopo;

« 3° Che la Camera invii al Re una deputazione per esprimergli il pensiero della Camera, ed intendere dalla sua bocca le sue intenzioni regali. »

La proposta Mellana è del tenore seguente:

« La Camera, non potendo sacrificare l'onore della nazione, invita il Governo a portare tutte le nostre forze dinanzi alle mura d'Alessandria, e, dichiarata la patria in pericolo, a chiamare e concentrare intorno a Genova tutti gli uomini capaci a portar le armi. »

(Amendue le proposte sono appoggiate.)

PARETO. Aveva chiesto la parola per provare che non vi ha bisogno di aspettare a giudicare del bene o del male dell'armistizio; quando trovo che un atto intacca l'onore del paese, non cerco le circostanze che l'hanno dettato; quando vi sono condizioni le quali non sono onorevoli, non vi è circostanza veruna che possa giustificarle; cento anni fa un paese trovavasi in condizione peggiore: esso aveva un nemico nel suo interno; allora il paese insorse, cacciò via il Tedesco, ed in conseguenza ricuperò l'onore.

Noi non siamo ancora in questa condizione, e da quanto ha detto il ministro, io non trovo che noi siamo in condizioni tali da consegnare la cittadella di Alessandria; se ciò avvenisse, noi avremmo accordato al nemico ancor più di quello che avrebbe ottenuto se si fosse continuata la guerra; dunque aspettiamo che se la prenda. (*Applausi vivissimi in tutta la Camera*)

MONTEZEMOLO. Io m'era imposta la legge del silenzio, perchè l'affetto è troppo profondo in questo momento per conservare quella serenità di mente che pur sarebbe necessaria nel ponderare le circostanze gravi in cui versa la patria; ma l'affetto che irruppe da ogni parte mi fece vedere che non è del tutto possibile l'osservare questa legge, ed il procrastinare la deliberazione a più calmi momenti; però, affinché non sia precipitato di troppo un giudizio su cui forse non si potrebbe ritornare, farò presente alla Camera che, dietro alla lettura dei documenti che ci venne fatta, parvemi di sentire che l'onore del Re fosse impegnato a mantenere, per quanto lo riguarda, quest'armistizio; io non vorrei con un atto....

PINELLI, ministro dell'interno. Chiedo di dare una spiegazione. La parola d'impegno d'onore del Re è solo rispetto alla sicurezza delle truppe austriache che sarebbero introdotte nella fortezza di Alessandria; siccome vi sarebbe guarnigione metà di truppe sarde e metà di truppe austriache che non sarebbero che in poca quantità, cioè di tremila uomini, l'impegno di onore del Re non è che per la sicurezza di queste truppe.

MONTEZEMOLO. Io aveva inteso che l'onore del Re fosse impegnato al mantenimento dei patti dell'armistizio. (*Qualche fischio si sente dalle tribune*)

DE MARTINEL. On entend des sifflets dans cette Chambre; ce n'est pas digne de nous, et je demande à monsieur le président de faire évacuer les tribunes.

HAVINA. Mi oppongo alla proposizione del signor deputato De Martinel.

IL PRESIDENTE. Io spero che le tribune vorranno persuadersi che la gravità della discussione rende necessaria la maggior calma possibile; in conseguenza mi persuado che le medesime si asterranno da ogni segno di approvazione o disapprovazione, perchè la Camera possa deliberare e gli oratori abbiano libera la parola.

MONTEZEMOLO. Dietro a quello che ho esposto, avrei pregato la Camera di sospendere un assoluto giudizio, affinché non venisse precipitato il paese in un abisso forse terribile, obbligando chi nuovamente regge i nostri destini a seguire l'esempio che gli diede il di lui genitore; ma poichè quest'argomento venne rimosso dal signor ministro dell'interno, io mi permetto di fargli una domanda, cioè lo prego di darmi uno schiarimento: parvemi di aver sentito dire dalla lettura che *l'occupation n'empêchera l'exercice des autorités judiciaires et militaires*. La parola politica non c'è, dunque tutta la parte occupata non godrebbe dei diritti politici dello Statuto.

PINELLI, ministro dell'interno. Lo schiarimento è pronto; si dice solo che l'occupazione militare non impedisce l'amministrazione e l'esercizio delle autorità amministrative e giudiziarie dello Stato, vale a dire che è una semplice occupazione militare.

MONTEZEMOLO. Ed allora perchè non mettere *institutions*? Noi abbiamo bisogno di stabilirlo, per dimostrare che è unicamente una pura occupazione militare che non impedisce il Governo del Re.

PESCATORE. Anch'io ho sentito autorità civili e giudiziarie.

IL PRESIDENTE. Faccio osservare all'avvocato Pescatore che non ha la parola, e che ciò impedisce l'ordine della discussione; la parola è al deputato Sineo.

SINEO. Io ho chiesto di parlare solo per dichiarare che le mie parole non corrispondevano al senso che loro venne attribuito dal signor ministro dell'interno. Ma, accettando anche la discussione sul terreno su cui la pone, ammessa qualunque necessità di soggiacere alle leggi dello straniero, ci resta ancora un altro problema da risolvere, cioè il vedere se non sarebbe meglio l'accettare qualunque condizione di pace effettiva, anzichè porsi nella condizione precaria in cui ci porrebbe l'armistizio. Domando se non è meglio il sapere subito quali siano i danni cui si debba soggiacere. Io dico che, qualunque sia la durezza delle condizioni che ci si vogliono attualmente imporre in un trattato definitivo di pace, saranno sempre da preferirsi a quelle che dobbiamo aspettare al termine del preteso armistizio. Dico che è molto meglio di subire immediatamente la dura legge, e lo provo.

Quando il nemico avrà l'intero possesso della divisione militare di Novara, quando sarà entrato nella cittadella di Alessandria, quando gli avremo tolta Venezia dalle spalle, e quando noi avremo cessato dall'occupare i ducati, quando avremo sciolto il nostro esercito e ridotto al piede di pace, quando avremo licenziato tutta la divisione lombarda e tutti que' generosi che sono addetti ad altri corpi del nostro esercito, allora non sarà in potere del nemico di dettare condizioni ancor più dure di quelle che poteva dettare a Novara? La cosa è evidente; noi ci porremo coll'armistizio in situazione molto peggiore. Io voglio bensì che ci sottoponiamo alla legge dell'assoluta necessità quando ci sia, ma non già in condizioni peggiori della pace più vergognosa. Ora l'armistizio attuale ci mette in condizioni tali che certamente qualunque pace attualmente conclusa sarebbe preferibile.

Io desiderava anche di prendere la parola sopra un altro argomento; ma protesto che non voglio che in momenti così gravi si sciupi il tempo in cose non necessarie e che non conducono all'immediata soluzione delle questioni troppo gravi che attualmente si presentano. Si è parlato di illusioni, si sono fatti epigrammi che vengono a colpire anche gli uomini dell'ultimo Ministero, quasichè non avesse coi fatti corrisposto all'aspettazione della nazione. Senza entrare per ora in nessuna giustificazione, protesto solo che, quando saremo chiamati a render conto non solo delle nostre azioni, ma persino de' nostri pensieri, noi lo faremo con massima premura e senza tema di rimaner esposti ai rimproveri dei nostri amici e della patria, cui abbiamo consacrate le nostre veglie, e cui avremmo volentieri fatto il sacrificio dei nostri averi e delle nostre persone. Lo ripeto; quando saremo a ciò chiamati, daremo conto non solo dei giorni, ma di tutti i minuti del tempo in cui ci fu affidato il potere; daremo conto non solo dei fatti, ma anche del non fatto, e spiegheremo il perchè molte cose che si conoscevano od opportune o perniciose non si potevano od ottenere od impedire; esporremo i fondamenti delle nostre risoluzioni, ed i motivi per cui fallirono i nostri disegni. Chi dall'esito solo vuol giudicare della condotta degli uomini, si espone a temerarii, ad ingiusti, a falsi giudizi.

Vi sono degli avvenimenti i quali superano ogni umana previsione ed ingannano gli uomini più sperimentati. Ma dichiaro di nuovo che non intendo di trattenerne la Camera in questa discussione, e ritorno alla questione dell'armistizio. Il problema deve consistere in questo punto: qualunque sia la supposta necessità, è miglior cosa patire una pace a qualsiasi condizione, anzichè esporci a ricevere col tempo condizioni che potranno sempre essere peggiori.

PINELLI, ministro dell'interno. Io credo che il deputato Sineo abbia voluto fare allusione personale.

Varie voci. No! no! no!

PINELLI, ministro dell'interno. Io non credo fondata l'osservazione fatta dall'onorevole deputato. Sono di avviso che non si possa dare questa interpretazione all'armistizio. L'armistizio contiene, come dissi, anche preliminari di pace; quindi, per quanto spetta alla riduzione dell'esercito allo stato di pace, ciò si deve intendere nel caso che la pace sia conclusa. Sinora non havvi che un semplice armistizio; se si dovranno ancora ripigliare le ostilità, si avrà sempre campo a farlo mediante preventiva denuncia di dieci giorni, secondo è detto negli articoli de' quali s'è data lettura.

IOSTI. Ho domandato la parola precisamente per troncare la discussione.

Io approvo con tutta l'anima la proposizione Mellana, la proposizione Lanza, le generose parole del deputato Pareto e quelle del deputato Sineo; ma siccome, prima di prendere una determinazione, è necessario di conoscere su che terreno noi siamo, io prego la Camera di riflettere sulla proposizione che io ho fatta. Prima ed assoluta condizione per noi è di riconoscere in che relazioni stiamo col Re, perchè, signori, i broglioni, i gesuiti, i municipalisti, gl'infami che non hanno che la borsa, che non professano alcuna morale, hanno ingannato anche il nostro magnanimo Carlo Alberto, ed io non mi meraviglierei che il nuovo Re, venendo dal campo, caduto nelle mani non so di chi (*Itarità*), non avesse udito parola alcuna dalla bocca dei deputati del popolo. Io non so che opinione possa egli avere delle circostanze in cui ci troviamo.

Faccio poi riflettere che, quando io diceva de' ministri che io compiangeva la sorte di quelli che erano ridotti a declamare parole quando si trovavano in posizione di agire, io non intendeva di accusare gli individui. Io conosco le qualità morali, civili, politiche delle persone che componevano il Ministero; io le amo, le stimo e le compiangio. Ma, signori, è precisamente perchè questa buona gente era giuocata da una mano segreta, quella stessa che velava il vero a Re Carlo Alberto, ed io mi sono accorto più d'una volta che anche essi erano paralizzati dallo spettro della repubblica, di cui temevano o erano obbligati fingersi di temere, mentre tutti sappiamo dove esiste la repubblica: nella immaginazione, nella politica di Radetzki, dei municipalisti e negli uomini di borsa e senza carattere. (*Bravo*) Queste sono le armi di cui si servono quelli che assiepano i Re, per ispaventarli ed allontanarli dal popolo.

Ora io prego la Camera, qualunque sia la determinazione che essa voglia prendere, di sospenderla sinchè non abbia udito dalla bocca stessa del Re come egli la pensi, e sinchè non lo abbia persuaso dell'intimo nostro convincimento. Dopo questo solo la Camera potrà giudicare.

SIOTTO-PINTOR. Domando la parola.

IOSTI. Signori, come deputato intendo di fare il mio dovere; non intendo che le mie parole sieno esca di guerra civile; lasciamo che la natura agisca e che gli avvenimenti maturino; ma Iddio mi salvi che un atto od una parola mia possano precipitare questi eventi. Dunque intendiamoci direttamente col Re; sappia il Re come pensiamo, sappiamo noi come pensa il Re, e poi ciascuno faccia il suo dovere; così almeno ci stimeremo a vicenda: noi venereremo il Re anche quando ci punisca, il Re ci stimerà anche castigandoci.

BROGLIO. Ho dimandata la parola per rispondere ad alcuni argomenti addotti dal signor ministro degli interni contro le osservazioni presentate dall'onorevole signor deputato Lanza, il quale aveva sostenuto che l'armistizio fosse incosti-

tuzionale, come quello che, facendo concorrere lo Stato al mantenimento delle truppe straniere, disponeva dei fondi senza il concorso della nazione.

Il ministro rispose che ad ogni modo la convenzione in sé non è incostituzionale; che quando poi lo fosse, bisogna tener grande conto della necessità. Al primo punto egli ha fatto osservare che non è incostituzionale il convenire del mantenimento di truppe, bensì è necessario per ottenere dal Parlamento i fondi necessari...

PINELLI, ministro dell'interno. Non solo i fondi, l'approvazione.

BROGLIO. Sta bene; i fondi e l'approvazione. Ma io osservo che nel doloroso documento lettoci poc'anzi, vi è un paragrafo dove è detto che il Re, avendo il diritto di guerra e di pace, si obbliga all'osservanza delle cose convenute nell'armistizio. Or dunque il pattuito mantenimento delle truppe è un obbligo che, se l'armistizio fosse valido, sarebbe imposto alla religione ed alla coscienza del Re. Ora io domando come sarebbe possibile al Re l'adempire a quest'obbligo, quando il Parlamento non concorresse.

Nei conti discussi non è aperto un credito al Ministero a quest'effetto; bisognerebbe che il Ministero domandasse l'apertura del credito alla Camera; quando la Camera lo rifiutasse, in che posizione si troverebbe il Re?

Avrebbe promesso una cosa che non potrebbe mantenere. Ora io domando come si potrebbe dir costituzionale quest'armistizio che compromette la dignità della Corona!

Oltre a questo l'onorevole signor Sineo fece osservare che l'armistizio è peggio che un trattato di pace, essendo convenuto lo scioglimento dell'esercito, e che questo sia messo sul semplice piede di pace.

Il signor ministro a ciò rispose che evidentemente l'armistizio va interpretato in questo senso, che cioè lo scioglimento dell'esercito e la sua riduzione sul piede di pace non si debba fare che dopo concluso il trattato. Ma questo non è nell'armistizio! l'armistizio obbliga fin d'ora la Corona a mettere l'esercito sul piede di pace; perciò sta in tutta... (*Alcuni deputati lasciano i loro stalli per uscire*)

IL PRESIDENTE. Prego i signori deputati a non uscire.

BROGLIO... perciò sta in tutta la sua interezza l'argomento del signor Sineo, che cioè le condizioni della pace potranno essere peggiori delle attuali, tutto quel peggio che il nemico vorrà.

Finalmente l'onorevole signor ministro ha detto che, tutte le condizioni dell'armistizio fossero anche incostituzionali, bisogna piegare il capo alla necessità. A questo argomento ricorre ovvia ed evidente la risposta; io non l'avrei fatta prima e solo per motivi personali che la Camera apprezzerà senza bisogno che io li manifesti; ma giacchè l'onorevole deputato di Casale ha già pronunciate le sue generose parole, mi sarà lecito, anzi debito, il far osservare al Ministero che l'interesse del Piemonte, l'onore dell'Italia, che più? l'interesse della gloriosa dinastia di Savoia sarebbe più sicuro, l'onore più intatto, quand'anche il Re, continuando a combattere, fosse costretto ad esulare sulle rupi della Savoia o nelle vallate della Sardegna. S'egli pertinacemente resistesse fino a quest'ultimo punto, il suo interesse sarebbe molto meglio cautelato di quello che quando si creda obbligato a piegare sotto una convenzione che nell'opinione dei rappresentanti della nazione fosse dichiarata disonorevole. (*Bravo!*)

Voci. La chiusura!

IL PRESIDENTE. La chiusura essendo chiesta, debbo necessariamente metterla ai voti.

(È adottata.)

La Camera sa che vi sono tre proposizioni: quella del deputato Lanza, l'altra del deputato Iosti, e la terza del deputato Mellana; a quale di queste tre proposizioni si vorrebbe dare la preferenza?

LANZA. Pare che la proposizione del deputato Iosti debba avere la preferenza, perchè sospensiva.

IL PRESIDENTE. Allora se la Camera crede dover dare la preferenza a questa, la rileggerò. (*Legge*)

Voci. La divisione!

IL PRESIDENTE. La proposizione essendo complessa, la dividerò. La prima parte di essa è che la Camera si dichiari in permanenza.

Se nessuno chiede la parola su questa prima parte...

TECCHIO. Domando la parola.

IL PRESIDENTE. La parola è al deputato Tecchio.

TECCHIO. Ho domandato la parola per dichiarare il mio voto. Io intendo approvare e questa prima parte e le altre due della proposizione Iosti, ma intendo di approvarle non come sospensive, come le ha indicate il deputato Lanza, ma bensì in modo che, ad onta che egli ed altri abbiano approvato questa proposizione, debbano poi essere poste ai voti le altre due proposizioni che sono egualmente buone, l'una del deputato Lanza, l'altra del deputato Mellana; e se così non la intendesse, rigetterei la proposizione Iosti.

LANZA. Io aveva preso la parola l'altra volta per parlare in favore della preferenza da darsi alla proposizione Iosti, perchè parvemi che per la natura sua le competesse, e non perchè credessi che le altre proposizioni si dovessero mettere a parte, e non deliberarle, mentre anzi credo che la mia, come quella del deputato Mellana, si debbano egualmente mettere quindi ai voti.

IOSTI. Io ho già dichiarato che approvava perfettamente la proposta degli altri. La mia non pregiudica punto la loro; è in certo qual modo una proposizione di forma, una proposizione di metodo: talchè le proposizioni Lanza e Mellana possono venire in seguito, sia che accettisi, sia che respingasi la mia. Solo mi sembra bene il dare la preferenza alla mia, perchè in questo modo vengono rispettate tutte le pratiche costituzionali.

MELLANA. Io non voto in favore della proposizione dell'onorevole deputato Iosti, poichè, mentre si vuole tacciare altri di incostituzionalità, saremmo noi stessi incostituzionali dichiarando la Camera in permanenza, giacchè noi non potremmo togliere al Ministero la facoltà di scioglierla o di prorogarla.

Mi oppongo per un'altra ragione alla proposta del deputato Iosti, avvegnachè, essendo essa sospensiva, si potrebbero nel frattempo sciogliere le Camere, e quindi si renderebbe inutile la mia proposizione.

IL PRESIDENTE. La proposta del deputato Iosti contiene tre parti; ora io comincerò a mettere ai voti la prima parte, nella quale si chiede che la Camera si dichiari in permanenza.

Debbo però annunziare alla Camera che si è aggiunta un'altra proposta del deputato Ravina, la quale è così concepita:

« Se il Ministero permetterà l'introduzione di forze austriache nella cittadella d'Alessandria prima che il così detto armistizio sia approvato dal Parlamento, ciò sarà riputato delitto d'alto tradimento. »

La priorità essendo accordata alla proposta del deputato Iosti, invito la Camera a votare sulla prima parte della medesima.

MICHELINI A. Chiedo lo scrutinio segreto. (*Rumori*)

Molte voci. Ai voti! ai voti!

IL PRESIDENTE. Avevo il deputato Michelini Alessandro chiesto lo scrutinio segreto, io non posso trasandare questa sua domanda; chiederò dunque alla Camera se questa proposta è appoggiata.

(Nessuno si alza.) (*Applausi dalle gallerie*)

IL PRESIDENTE. Metterò dunque ai voti la prima parte della proposta del deputato Iosti, che dice: *la Camera si dichiara in permanenza*; chi intende di adottarla, favorisca di alzarsi.

(La Camera si dichiara in permanenza. — *Applausi vivissimi dalle gallerie*)

IL PRESIDENTE. Metto ai voti la seconda parte della proposta, così concepita:

« Che il Ministero si procuri tutte quelle spiegazioni e notizie relative alla nostra posizione, nel pretto termine necessario all'uopo. »

PINELLI, ministro degli interni. Domando la parola per dire che il Ministero non ricusa, che anzi ha già detto che egli era dispostissimo a fare ciò di che in questa parte della proposta è richiesto; laonde mi pare sia nemmeno il caso di votarla...

Voci. Ai voti! ai voti!

TECCHIO. Mi sembra che, dopo la dichiarazione del ministro dell'interno, la Camera non debba far altro se non che prender atto di questa dichiarazione. È inutile la votazione, mi pare.

IL PRESIDENTE. Io credeva che la votazione potesse ancora essere utile; ma, stante l'osservazione fatta dal deputato Tecchio, mi pare che questa parte della proposta possa essere interpretata come supponeva...

TECCHIO. Io anzi aveva detto, e lo ripeto, che non credo che si possa accettare senza trattare delle due proposte Lanza e Mellana; ma, dal momento che il ministro dell'interno ha dichiarato che si teneva per impegnato ad assumere nel più breve termine le informazioni che la Camera desidera, sembrami basti il prendere atto senza più di tale dichiarazione.

IOSTI. L'impegno che si impone al Ministero di procurarsi tutte le notizie con istaffette straordinarie nel più breve tempo possibile non esclude l'altra determinazione che la Camera possa prendere. Non c'è niente nella mia proposizione che ne alteri qualunque altra.

IL PRESIDENTE. Sembra che la Camera non creda necessario di votare su questa seconda parte; io passo dunque alla terza.

LANZA. Si tratta di una proposizione sulla quale Ministero e Camera sono d'accordo. Non si fa, come diceva benissimo il deputato Tecchio, che inserire nel processo verbale l'adesione del Ministero, che equivale alla votazione alla quale senza ciò saremmo proceduti.

IL PRESIDENTE. Io domanderò alla Camera se crede che la dichiarazione fatta dal ministro dell'interno possa dispensare dalla votazione.

(La Camera decide che quella dichiarazione è sufficiente.)

Passo dunque alla terza parte; essa dice che « La Camera invii al Re una deputazione per esprimergli il pensiero della Camera ed intendere dalla sua bocca le sue intenzioni regali. »

MONTEZEMOLO. Il pensiero della Camera, a mio credere, non risulta a sufficienza dalla discussione che ebbe fin qui luogo; fu espresso il pensiero di varii individui, ma il pensiero complessivo può solo risultare da una deliberazione alla quale fin qui non si venne; laonde per mia parte crederei migliore il definire quale sia questo pensiero che si vuole spiegare al Re.

IOSTI. La Camera si è spiegata chiaro, che cioè crede non potersi accettare l'armistizio. (*Rumori*)

BARGNANI. Quello che ci rimane a dire, si dirà nelle votazioni che seguono.

Voci. Ai voti! ai voti!

IL PRESIDENTE. Metto ai voti la terza parte.

(La Camera approva.)

IOSTI. Io crederei di sostituire la parola *esprimere* alla parola *notificare*.

BARGNANI. In questi momenti non pensiamo alla lingua. (*Qualche deputato s'alza per uscire dalla Camera.*)

IL PRESIDENTE. Prego i signori deputati a stare al loro posto.

Vi sono le tre proposizioni Lanza, Mellana e Ravina. Quella del deputato Ravina mi pare debba avere la preferenza come la più larga.

PINELLI, ministro dell'interno. Il dichiarare un Ministero reo d'alto tradimento di cose non ancor fatte parmi sia affatto nuovo nell'ordine costituzionale. (*Rumori*)

RAVINA. Siccome ancora non esiste legge intorno alla responsabilità ministeriale, così appunto noi facciamo una legge per questo caso particolare; noi giudichiamo del fatto prima che esista, ma diciamo condizionalmente che se il fatto avverrà, sarà delitto, e delitto d'alto tradimento. (*Applausi dalle gallerie*)

IL PRESIDENTE. Io debbo anzitutto consultare la Camera se è appoggiata questa proposizione.

(È appoggiata.)

PINELLI, ministro dell'interno. In questo caso, se il signor deputato Ravina intende di proporre una legge, poichè non si può dichiarare che un tal fatto è delitto se non dietro legge, in tal caso, dico, lo invito a conformarsi al regolamento e fare la sua proposta per iscritto, onde sia esaminata negli uffici, e poi riferita e discussa nella Camera. (*Mormorio*)

RAVINA. Questo delitto di cui parlo è un delitto che esiste ab eterno: cioè che colui che tradisce la patria è reo di alto tradimento. Il consegnare Alessandria al nemico sarebbe un tradire la patria, perchè si pone la nazione in schiavitù; sarebbe un tradire la patria, perchè si coprirebbe d'infamia la nazione, e questo è il primo dei tradimenti. Adunque la legge esiste, io non fo che dichiararla più apertamente; e il domandare che questo articolo debba passare per gli uffici, per le Commissioni, quando domani i Tedeschi entreranno forse in Alessandria, io dico che è una cosa immensamente assurda, immensamente ridicola; dico che, quando si è nel massimo pericolo, si può fare una legge in un minuto secondo, si può, si deve fare; e noi saremmo traditori della patria se differissimo un sol momento a sancirla.

Voci. Ai voti! ai voti!

TECCHIO. Pochissime parole. Io rigetto l'eccezione dilatoria proposta dal signor ministro dell'interno, perchè sono affatto del parere del deputato Ravina; differisco solo in una parola; credo che non ci sia bisogno di fare una legge; non credo che la sua proposta involga una legge, locchè porterebbe con sè tutti gli andirivieni di cui si fe' da altri parola; credo che questo del deputato Ravina sia un monitorio ai ministri, e credo che la Camera possa e debba farlo. (*Applausi*)

RAVINA. E ciò per il bene stesso dei signori ministri. (*Illarità generale*)

BIANCHI. Aggiungo alla cittadella d'Alessandria anche la squadra dell'Adriatico, che cioè il Ministero sia considerato reo d'alto tradimento se consegnerà Alessandria e se richiederà la squadra. (*Applausi dalle tribune*)

IL PRESIDENTE. Per quest'uopo bisogna cangiare la proposta Ravina.

Intanto metterò ai voti la proposta del medesimo.

Voci. Aspetti!

IL PRESIDENTE. Il signor Ravina consente all'aggiunta del deputato Bianchi?

RAVINA. Acconsento.

IL PRESIDENTE. Rileggo la proposta Ravina coll'aggiunta del deputato Bianchi; essa dice... (*Vedasi sopra*)

CEPPI. Io non impugno in sostanza il pensiero del deputato Ravina; ma io chiedo: se intendiamo di fare una legge, dobbiamo sicuramente procedere per le debite forme (*Rumori dalle tribune*); se intendiamo di dare una interpretazione alla legge, anche l'interpretazione deve emanare per legge (*Nuovi rumori*); se poi intendiamo di dare un avvertimento ai ministri, locchè io credo opportuno, allora mi pare che la proposizione si potrebbe concepire così:

« I ministri saranno messi in istato d'accusa, e saranno proseguiti coi rigori della legge. »

E se non vi sono leggi, bisogna procedere nella forma stabilita dalle leggi; e l'osservanza delle leggi è sempre la prima cosa ad avvertirsi.

RAVINA. La prima di tutte le leggi sancite o che si possono sancire è la salute del popolo; dunque quando la salute del popolo, quando la patria è in pericolo, una legge si può fare in un attimo, ed io non faccio altro preliminarmente se non se che *la patria è in pericolo*.

IL PRESIDENTE. Prego il signor deputato Ceppi (se intende di fare una proposizione) di metterla per iscritto.

Intanto che il deputato Ceppi si occupa della proposta, io prego il signor ministro a voler deporre sul tavolo della Presidenza l'atto per cui ci è stato assicurato che il Re Carlo Alberto ha abdicato.

PINELLI, ministro dell'interno. Io sopra di ciò dirci che la Camera ha già avuto avviso del fatto di questa abdicazione.

IL PRESIDENTE. Non lo conosciamo questo fatto.

DISCUSSIONE SULL'ATTO DI ABDICAZIONE DI RE CARLO ALBERTO.

CEPPI. Non ebbe mai luogo abdicazione che non sia stata proclamata nelle debite forme ed autenticata dalla sottoscrizione del Sovrano; ora l'atto di abdicazione di cui si tratta non fu ancora pubblicato, ed è urgente che questa pubblicazione del fatto avvenuto abbia luogo.

TECCHIO. Io posso assicurare che noi non abbiamo avuto alcun avviso ufficiale dell'abdicazione del Sovrano; lo sepimo per bocca di due non so se palafrenieri o domestici; di maniera che noi ne abbiamo dato notizia alla Camera dietro queste sole deposizioni.

RATTAZZI. Mi rincresce il dovermi mettere in contraddizione col già mio collega al Ministero, il deputato Tecchio, ma debbo confessare, e la Camera non può ignorarlo, come io annunziai che il re Carlo Alberto avea abdicato.

Io così annunziai ciò che ci era stato notificato ufficialmente. Io però non ho detto che vi esistesse un atto formale o valevole e legittimo di abdicazione, nè che questo atto fosse giunto al Ministero; solo mi limitai a dire che Carlo Alberto avea fatta abdicazione della corona a favore di suo figlio il duca di Savoia.

La cosa si passò in questi termini: il ministro Cadorna, che

era presso al Re al quartier generale principale, scrisse a noi che il re Carlo Alberto aveva abdicato a favore del duca di Savoia alla presenza sua, alla presenza del generale maggiore e de' suoi aiutanti di campo; siccome l'avviso ci veniva da un ministro, egli è perciò che ritenni come ufficiale l'annunzio, e credetti di poterlo comunicare alla Camera; ma, ripeto, io non so se esista questo atto, e l'ho tanto meno veduto.

TECCHIO. Io dichiaro che tra me ed il mio amico e collega non vi è nessuna contraddizione; il fatto è passato appunto in questi termini: noi abbiamo avuto prima da due palafrenieri e quindi dall'ex-ministro Cadorna notizia di questa abdicazione, ma non se ne conosce l'atto.

NIGRA, ministro delle finanze. Io devo dichiarare per conto mio positivamente che io ho ritenuto come un fatto compiuto, e regolarmente compiuto, questa abdicazione dal momento che, quando apparteneva all'altra Camera, mi venne annunciato da un ministro che il Re avea abdicato.

RAVINA. Chiedo la parola.

NIGRA, ministro delle finanze. Dunque io ho basata la mia condizione sopra questo annunzio che io ho creduto ufficiale, ed in caso che fosse messo in dubbio questo fatto, io dico che qui non si tratterebbe di lieve cosa, ma sarebbe un caso serio e serio assai.

Dichiaro pertanto che l'ho tenuto per un fatto positivo, e non me ne assumo responsabilità alcuna perchè, come già ebbi l'onore di dirvi, io non mi assumo la responsabilità di alcun fatto che non sia costituzionale.

Io sono stato chiamato questa mattina al Ministero senza conoscere punto le convenzioni per la sospensione d'armi. Quando adunque avrò esaminato l'atto e la sua costituzionalità o non, vedrò se sarà il caso di accettarlo e di rimanere al mio posto. Perchè, vi ripeto, è alla Costituzione che io intendo di stare; ma riguardo a questa parte dell'abdicazione bisognano spiegazioni: quando un deputato, od un membro di una delle due Camere qualunque, vede che il ministro annunzia un fatto così importante non deve dubitarne della autenticità, e sarebbe pure indiscrezione il dirgli allora: *fateci vedere l'atto*.

Ripeto pertanto che io l'ho preso per un fatto consumato, per un fatto reale, e non mi venne nemmeno in mente che un fatto di tal natura, di tanta importanza, potesse esser dubbio, e ne faccio per conseguenza la mia solenne protesta.

IL PRESIDENTE. Non è che la Camera tenga per dubbio l'atto di abdicazione, ma crede che sia cosa costituzionale che un atto di tale importanza si depositi sul tavolo della Presidenza onde tutta la Camera possa averne notificazione.

RAVINA. Un atto di abdicazione del Sovrano è un atto dei più gravi che possano avvenire in uno Stato; si tratta di vedere qual sia il capo del potere esecutivo, qual sia il supremo magistrato della nazione: questi atti sogliono e debbono essere accompagnati da grandi solennità; ci vogliono testimoni; di più bisogna che un tale atto sia rogato dal notaio della Corona; qui non sappiamo neppure se siavi un atto per iscritto. Abbiamo una semplice abdicazione verbale che si attesta da un ministro; questa non serve: il più che si potrebbe ammettere è che l'atto essendo stato scritto dal ministro e firmato da lui, questa forma lo rendesse autentico, cosa che ancora è moltissimo dubbia; ma ad ogni modo dico che vuol essere un atto autentico, un atto fatto per iscritto, un atto tale quale non abbiamo adesso.

Dunque ogni cosa che noi possiamo trattare sulla supposizione dell'abdicazione sarebbe temeraria e forse anche nulla.

NIGRA, ministro di finanze. Io protesto anche a nome,

credo, de' miei colleghi, che ho preso per un atto consumato nelle debite forme quest'abdicazione, e che per conseguenza ne lascio la responsabilità a chi ce l'ha comunicata; si tratta di cosa grave, di un'importanza somma. Signori, qualunque responsabilità io me l'assumo sino al punto che la mia coscienza me lo detta; oltre io non ci vado, perchè voglio andare sin dove ci vedo chiaro; per conseguenza ripeto che per conto mio questa responsabilità non me l'assumo, e che la lascio a chi ci ha annunziato il fatto; io non dubito della persuasione in cui fosse il Ministero di quanto notificava, ma, ripeto, io lascio la responsabilità a chi spetta.

RATTAZZI. Il Ministero che ha annunziato l'abdicazione si assume tutta la responsabilità dell'annunzio nei termini in cui l'ha dato, ma non può assumerla per ciò che non avesse detto.

Ora il Ministero nell'annunziare l'abdicazione ha pure indicato in qual modo questa era seguita, cioè il modo con cui era stata ad esso notificata. Quando questo fatto non fosse vero, la responsabilità deve ricadere su chi avesse comunicato il fatto; ma se quel fatto che fu da esso annunziato non portasse ad una valida abdicazione, certamente il Ministero, il quale non si attenne che alla semplice comunicazione del fatto sì e come è avvenuto, non potrebbe avere alcuna responsabilità.

PINELLI, ministro dell'interno. Io rinnovo per conto di tutto il Ministero attuale la dichiarazione dell'onorevole mio collega circa il fatto dell'abdicazione di S. M.; e come il Governo fosse passato nelle mani di Vittorio Emanuele, il Ministero lo annunziò non solo alla Camera, ma ancora alle guardie nazionali che prestarono giuramento.

RATTAZZI. Mi corre debito di dichiarare che questo atto non fu ordinato dal Ministero, ma che fu annunziato dal luogotenente generale del Re. Il Ministero altro non fece che annunziare l'abdicazione, ma nell'annunziare questo fatto ha indicato il modo con cui gli era stato partecipato.

LANZA. Io propongo l'ordine del giorno, poichè credo che si potrà trattare questa quistione per sè essenzialissima quando i signori ministri avranno presentato l'atto di abdicazione.

CORNERO G. B. Dimando la parola contro l'ordine del giorno, ed è per fare una sola questione. Si dice che si vuol trattare questa questione quando i ministri avranno presentato quest'atto; questo si è precisamente il punto da risolvere. Io faccio questa questione: è autorizzata o no la Camera a chiedere la presentazione di quest'atto di abdicazione, e più ancora l'accettazione del nuovo regnante? Io dico che si deve esigere la presentazione dell'atto di abdicazione e dell'accettazione fattane dal Re attuale.

CEPPI. Io avea chiesta la parola appunto per dire quanto fu osservato dal preopinante, ch'io non ho mai dubitato, nè dubito appunto che abbia avuto luogo un'abdicazione, perchè me lo conferma anche la circostanza che il luogotenente generale per annunziarla emanò il proclama del duca di Savoia qual nostro Re. Debbo credere d'altronde che questo proclama deve tener luogo dell'accettazione proposta or ora dal deputato Cornero; oltre l'accettazione vi è poi ancora la presa di possesso. Io dico solamente che, siccome l'abdicazione vuole essere fatta in forme più o meno solenni, come osservava l'onorevole deputato Ravina, vuole essere testualmente pubblicata, poichè è anche necessario che il pubblico ne scorga i motivi che la determinarono, e che per lo più vengono in essa accennati. Come noi vediamo negli atti del Governo l'abdicazione di Vittorio Emanuele, credo così pure che si debba fare la pubblicazione di quest'atto di abdicazione

del re Carlo Alberto, perchè è troppo importante che sia conosciuto dal pubblico.

MENABREA. Io volevo solo rammentare un fatto alla Camera, cioè che ieri la truppa ha prestato giuramento di fedeltà al nuovo Re, e quest'atto non fu (*Interrotto da rumori*)

Voci. Questo non prova niente.

RATTAZZI. Non essendovi presente il ministro della guerra, io non potrei dire se esso sia stato o no estraneo al giuramento prestato dalle truppe; ma, per quanto riguarda la guardia nazionale che dipendeva dal Ministero dell'interno, io che presiedevo a quel Ministero posso affermare che non fu dato ordine alcuno a questo proposito.

MOIA. Già il ministro dell'interno ha ricordato che il Ministero ha annunziato alla Camera l'abdicazione del Re, ma ha detto nello stesso tempo il modo con cui era venuta a sua cognizione; i ministri attuali hanno dichiarato ch'essi non ne sanno di più: ma io dimando se quando sono stati chiamati dal Re per assumere il potere non potevano chiedere quest'atto.

Secondo la Costituzione sanno che il Re non è Re fintantochè l'abdicazione non è stata proclamata in quel modo solenne cui accennava il deputato Ceppi. Io intacco adunque di nullità l'atto di creazione del nuovo Ministero. (*Applausi dalle gallerie*)

Aggiungerò che in questo caso il potere doveva rimanere allo scaduto Ministero, e quando i ministri attuali furono chiamati dal Re, essi potevano dire: noi abbiamo saputo che l'altezza vostra è Re in seguito all'abdicazione del suo padre, ma noi abbiamo bisogno che quest'atto sia pubblicato secondo le forme volute dallo Statuto. Io perciò dico di nuovo che intacco di nullità l'atto di formazione del Ministero.

PINELLI, ministro dell'interno. Io rifiuto le censure che ci sono fatte dal deputato Moia.

Quando era annunziato dal Ministero al Parlamento l'atto di abdicazione, noi avremmo trovato assai incostituzionale, per parte nostra, quando il principe ci chiamava per formare il Ministero, di chiedergli conto dell'atto di abdicazione, perchè egli ci avrebbe risposto che l'atto di abdicazione era nelle mani de' ministri, e non di più; certamente noi non potevamo venire a mettere in dubbio ciò che il Ministero precedente aveva dichiarato come cosa ufficiale; noi siamo stati chiamati da quel principe che era pubblicamente investito di quest'autorità, non eravamo tenuti a chiedergli conto del suo potere, massime dopo il giuramento di fedeltà prestato dalle truppe a quello stesso principe.

Noi dunque rigettiamo ogni censura a questo riguardo.

Voci. L'ordine del giorno!

TECCHIO. Quanto al Ministero passato, egli non aveva altro a fare se non che annunziare alla Camera come si fossero passate le cose. (*Rumori*) Domando di parlare per un fatto personale.

Il Ministero passato non aveva altr'obbligo se non quello di annunziare alla Camera ed alla nazione i fatti come a lui erano stati indicati. Il fatto dell'abdicazione fu narrato con quei precisi termini coi quali ce ne informò il ministro Cardona, ma nulla indicava che fosse stato segnato un atto, e perciò non vi poteano essere indicazioni di forme.

Dico poi che il Ministero attuale, assumendo il potere, aveva essenzialissimo obbligo di conoscere quali fossero infatti le forme dell'atto di abdicazione, mentre quell'atto doveva essere quello che apriva l'adito alla prestazione di quel giuramento solenne, il quale dal Re nuovo doveva essere prestato nell'atto medesimo di salire al trono, perchè l'articolo

dello Statuto dice: « Il Re salendo al trono presta, in presenza delle Camere riunite, il giuramento di osservare lealmente lo Statuto. » (*Segni di approvazione*)

PINELLI, ministro dell'interno. Io dico che, se si vuole imporre l'obbligo a noi di conoscere l'atto, spero pure che il preopinante non vorrà dissentire che obbligo eguale ci possa essere per i ministri componenti il passato Ministero, dovendo essere responsabili gli uni di quello che dicevano gli altri. Ora a noi ce l'annunciò uno dei ministri precedenti. Se questa abdicazione non fosse vera, non cadrebbe sopra di noi il difetto; imperocchè, se uno de' ministri ci annunciò un fatto positivo, io ritengo che tutto il Ministero è responsabile delle comunicazioni fatte.

Voci. L'ordine del giorno!

IL PRESIDENTE. L'ordine del giorno essendo chiesto, lo metterò ai voti.

SINEO. Domando la parola contro l'ordine del giorno.

Si tratta unicamente di sapere se il Parlamento, se la Camera dei deputati possa progredire oltre nelle conseguenze dell'abdicazione prima che quest'atto le sia presentato in modo formale. Ecco la questione: non si tratta ora di sindacare la condotta degli attuali ministri e dei precedenti; almeno mi pare che non siasi fatta proposta che tenda a questo fine. Lo scopo si è di determinare se la Camera debba progredire oltre nelle conseguenze dell'abdicazione prima che sia deposto quest'atto sul banco della Presidenza. La proposta del signor presidente tendeva precisamente a chiudere la discussione sopra questa questione; ora io non veggio che la Camera possa passare all'ordine del giorno sopra una questione costituzionale di tanta importanza.

NIGRA, ministro delle finanze. Rispondo al deputato Sineo che sono d'accordo che la Camera ha il diritto di cercare quell'atto, ed appena sarà nelle nostre mani, sarà nostro dovere il comunicarlo.

LANZA. Propongo l'ordine del giorno puro e semplice.

ROSSETTI. Io mi oppongo all'ordine del giorno puro e semplice. Prima si deve chiarire questa questione: se non esiste un atto regolare d'abdicazione, noi non possiamo progredire oltre nelle conseguenze di quest'atto.

IL PRESIDENTE. Debbo dare comunicazione di un ordine del giorno del signor deputato Ceppi, il quale è così motivato: « La Camera, instando per l'effettiva presentazione dell'atto di abdicazione del re Carlo Alberto, passa all'ordine del giorno. »

L'ordine del giorno puro e semplice debbe avere la preferenza.

Giunge un'altra proposta del deputato Bargnani, concepita come segue: « La Camera dichiara di non poter riconoscere la legale esistenza del Ministero nominato dal re Vittorio Emanuele fino a che un atto formale d'abdicazione del re Carlo Alberto non sia stato comunicato alla Camera stessa e deposto negli archivi dello Stato. »

La preferenza deve essere per l'ordine puro e semplice.

LANZA. Io ritiro l'ordine del giorno puro e semplice per unirmi all'ordine motivato dell'onorevole deputato Ceppi.

BARGNANI. M'unisco anch'io all'ordine del giorno motivato del deputato Ceppi.

IL PRESIDENTE. Allora domanderò se quest'ordine del giorno è appoggiato.

(È appoggiato.)

Se nessuno domanda la parola, lo metterò ai voti.

(È approvato.)

Lo stesso signor Ceppi ha fatto un'altra proposta, di cui vado a darne lettura alla Camera:

« La Camera dichiara che, qualora si permetta l'ingresso delle truppe austriache nella cittadella d'Alessandria, o si allontanino la flotta dall'Adriatico prima che l'armistizio sia approvato dal Parlamento, proseguirà i ministri con tutto il rigor delle leggi che provvedono alla sicurezza della patria. »

Vi sono due proposte, una del deputato Ravina che è stata appoggiata, l'altra del deputato Ceppi che ho testè letta, che domanderò alla Camera se vuole appoggiarla.

(È appoggiata.)

Adesso trattasi di dare la preferenza o all'una o all'altra.

Voci. Si mettano ai voti!

IL PRESIDENTE. Leggerò le quattro proposte che sono sul banco della Presidenza per porle ai voti: la prima è del deputato Lanza.

(È approvata.)

La seconda del deputato Mellana.

(È approvata.) (*Vivi applausi*)

PESCATORE. Io voto contro questa proposizione, perchè diminuisce la responsabilità del Ministero.

IL PRESIDENTE. Faccio osservare al deputato Pescatore che la proposta Mellana è già stata adottata.

PESCATORE. Non parlo della proposizione. . . . (*Interruzione*)

IL PRESIDENTE. Ora vi è la proposta del deputato Ravina, la quale è così concepita. (*V. sopra*)

La parola è al deputato Pera, il quale vi propone un emendamento.

PERA. Io osservo che la proposta Ravina non comprende che il caso futuro di permesso e di richiamo per parte del Ministero, ma desso potrebbe avere già permessa ed ordinata l'introduzione degli Austriaci in Alessandria, potrebbe avere già richiamata la flotta dell'Adriatico, ed anche in questo caso sarebbe pur reo d'alto tradimento.

Io proporrei perciò di sostituire alle parole: *Se il Ministero permetterà*, le parole: *se dal Ministero si sarà permessa e non si sarà efficacemente impedita* (l'introduzione degli Austriaci in Alessandria); ed alle parole: *se il Ministero richiamerà*, le parole: *se dal Ministero sarà richiamata* (la flotta dall'Adriatico).

MONTEZEMOLO. Se il Ministero rompe domani la guerra, e se la cittadella fosse presa per assalto. . . .

PERA. Vi saranno gli Alessandrini che, come un sol uomo uniti, concorreranno a respingere l'abborrito straniero. Sì, posso dirlo a nome de' miei concittadini, perchè so che da tre giorni l'aspettano colle armi brandite per vincerlo o morire; e se sfuggi loro la gloria di poterlo battere a Casale, lo vinceranno meglio nelle proprie mura. Si suoni a stormo, e quei degni figli della lega lombarda non mancheranno mai a se stessi ed alla patria. L'infame oppressore imparerà un'altra volta a rispettare l'Italia.

IL PRESIDENTE. Prima di mettere ai voti il sotto-emendamento Pera, debbo domandare al deputato Ravina se voglia unirsi allo stesso.

RAVINA. Purchè il suo verbo passato non escluda il mio futuro. (*ilarità*)

IL PRESIDENTE. Debbo vedere se la Camera voglia accordare la preferenza alla proposta Ravina, o invece a quella del deputato Ceppi.

BROGLIO. È evidente la priorità per la proposta Ravina sotto-emendata dal deputato Pera, in quanto che così è libero a ciascuno di votare per questa o per quella del deputato Ceppi, poichè quella del signor Ravina essendo più ampia, tutti coloro i quali non vorranno votarla si potranno spiegare sulla

proposta Ceppi. Per conseguenza è manifesta la priorità per la proposta Ravina.

CEPPI. Mi permetterò una sola osservazione diretta a coloro che così la pensano, ed è quella di modificare almeno l'espressione che, se il Ministero non impedisce efficacemente la presa di Alessandria, commetta un delitto di alto tradimento; questo è esorbitante: altro è impedire che vadano, altro è impedire che la prendano; del che non potrebbe mai rispondere il Ministero.

RAVINA. Nessuno pretende l'impossibile.

IL PRESIDENTE. Dunque la Camera crede che debba aver la priorità la proposta Ravina?

Io metto ai voti questa proposta col sotto-emendamento Pera.

(È approvata.) (*Fragorosi applausi dalle gallerie*)

Io prevengo la Camera che non c'è più altro all'ordine del giorno.

Voci. La deputazione.

UN DEPUTATO. Domando che sia nominata questa deputazione.

INTERPELLANZE DEL DEPUTATO TECCHIO SULL'OSSERVAZIONE DELLE LEGGI D'UNIONE.

TECCHIO. Prima che i signori ministri partano vorrei fare una brevissima osservazione. Il signor presidente del Consiglio questa mattina ci ha detto che egli ed il Ministero avrebbero mantenuta la Costituzione. Io osservo che, secondo il giuramento che prestano e deputati e senatori e ministri, si devono mantenere non solo la Costituzione, ma anche le leggi dello Stato. Domando dunque al ministro se, avendo detto di mantenere la Costituzione, intende anche di mantenere le leggi dello Stato.

DE LAUNAY, presidente dei ministri. Intendiamo di mantenere tutto quello che è di nostro dovere (*Rumori prolungati nelle gallerie*); per conseguenza manterremo la Costituzione e le leggi dello Stato.

TECCHIO. (*Animatissimo*) Allora ricordo al Ministero che tra le leggi solennissime e primissime sono quelle di unione. (*Bravo!*)

(*I ministri escono dalla Camera. Rumori e grida nelle gallerie*)

LANZA. Faccia rispettare la dignità di questo Parlamento.

Una voce. Faccia evacuare le tribune.

(*Escono molti deputati protestando contro gli scandali delle gallerie*)

NOMINA DELLA DEPUTAZIONE PER PORTARE AL NUOVO RE IL PENSIERO DELLA CAMERA NELLE GRAVI CONTINGENZE DELLA PATRIA.

IL PRESIDENTE. La Camera intende forse che la deputazione al Re sia estratta a sorte?

Voci. Sì! sì!

Altre voci. La nomini l'ufficio della Presidenza.

Una voce. Non siamo in numero.

IL PRESIDENTE. Di quanti membri intende la Camera che sia composta la Commissione?

Molte voci. Di sei, ed il presidente.

TORNATA DELLA SERA DEL 27 MARZO

IL PRESIDENTE. Allora, se la Camera lo crede, non si estrarrà a sorte.

L'ufficio della Presidenza avrebbe nominata la Commissione composta dei seguenti membri, oltre al presidente della Camera: Iosti — Ceppi — Montezemolo — Lanza — Rattazzi — Mellana.

Si ricordi la Camera che si è dichiarata in permanenza, e

per conseguenza la seduta non è sciolta, ma è prorogata fino a domani alle otto.

Molte voci. Alle dieci!

IL PRESIDENTE. Dunque la seduta per domani sarà fissata alle dieci precise. Alle dieci e mezzo si farà l'appello nominale.

La seduta è levata a mezzanotte ed un quarto.

TORNATA DELLA MATTINA DEL 28 MARZO 1849

PRESIDENZA DEL MARCHESE PARETO PRESIDENTE.

SOMMARIO. *Appello nominale — Giuramento dei deputati Borella, Dalmazzo, Pallavicino-Trivulzio e Melegari*
Verificazione di poteri — Sospensione della seduta.

La seduta è aperta alle undici e mezzo antimeridiane.

IL PRESIDENTE. Aspetto che la Camera sia in numero per comunicarle una lettera del deputato Buffa, il quale, a motivo di una disgrazia sopravvenutagli, chiede un congedo illimitato.

APPELLO NOMINALE.

IL PRESIDENTE. Intanto, siccome mancano molti deputati, faremo l'appello nominale.

(Mancano i seguenti deputati: Antonini — Balbo — Barbavara — Berchet — Bianchetti — Brofferio — Cabella — Cadorna — Cagnardi — Carbonazzi — Carquet — Caveri — Corbu — Dabormida — D'Azeglio — Defey — Degiorgi — Demarchi — Depretis — Dubouloz — Doria — Fiorito — Genina — Gioberti — Leotardi — Martinet — Merlo — Montezemolo — Paleocapa — Parodi — Penco — Piazza Angelo — Protasi — Quaglia — Ract — Re — Reta — Riccardi — Ricci — Riva — Santarosa — Simonetta — Spalla — Valerio Lorenzo.)

OLDOINI. Domanderò alla Camera se sia stata ordinata la stampa a parte dell'indirizzo stato votato ieri a S. M. il Re Carlo Alberto.

IL PRESIDENTE. Si è ordinata la stampa e se ne farà la distribuzione.

Mi rincresce che non posso far prendere veruna deliberazione alla Camera, perchè non siamo ancora in numero.

(Si sospende per qualche poco la seduta.)

La seduta è ripresa

Sottometterò alla Camera l'approvazione del processo verbale della tornata di ieri.

(La Camera approva.)

Chiamerò il relatore del II ufficio a fare relazioni d'elezioni se ve ne sono in pronto.

VERIFICAZIONE DI POTERI.

BROGLIO, relatore del II ufficio. Propongo all'approvazione della Camera le elezioni:

Del marchese Giorgio Pallavicino-Trivulzio a deputato del terzo collegio di Genova;

Dell'avvocato Ambrogio Delachenal a deputato del collegio d'Ugine;

Del professore Melegari a deputato del collegio di Briche-rasio.

(La Camera approva.)

(Gazz. P.)

GIURAMENTO DI DEPUTATI.

IL PRESIDENTE. Invito i deputati Borella, Dalmazzo, Pallavicino-Trivulzio, e Melegari a prestare il giuramento.

(I deputati BORELLA, DALMAZZO, PALLAVICINO-TRIVULZIO e MELEGARI prestano il giuramento.) (Verb.)

SEGUITO DELLA VERIFICAZIONE DI POTERI.

BROGLIO, relatore del II ufficio. Al collegio di Susa nel primo giorno fu proclamato a deputato il signor avvocato Luciano Genin con voti 134. Contro quest'elezione furono presentate tre cause di nullità: la prima è per certo signor Biara Augusto, il quale avrebbe votato per procura; la seconda e la terza sarebbero state riunite in capo all'avvocato Chiapusso, sindaco, per alcuni voti, i quali erano dati senza sufficiente indicazione, trovandosi più nomi di avvocato Chiapusso. Sopra queste due cause di nullità non crede il vostro relatore d'insistere, essendo che il terzo caso basta da sé a rendere evidentemente nulla la votazione, perchè il detto signor avvocato Luciano Genin ha bensì riunito il numero di 134 suffragi, i quali formavano la maggioranza assoluta degli elettori comparsi, ma non formava quella il terzo degli elettori iscritti, essendo questi 514. Cosicché il terzo sarebbe 172 a termine chiaro e preciso del disposto dell'articolo 92 della legge elettorale. A questo l'ufficio avrebbe ri-